

continue de bateau à bateau, flancs à flancs, cordages enchevêtrés, la mitraille et les grenades lancées des hunes quand, dans les entreponts, les canons, touchant presque la coque de l'adversaire, ne peuvent plus tirer par les sabords.

La *Trinidad*, qui a combattu le *Victory*, voit se masser autour d'elle tous les vainqueurs du *Bucentaure* : *Conqueror*, *Leviathan*, *Neptunus* ; ses bastingages sont écrasés ; il y a quinze pieds d'eau dans sa cale ; il faut se rendre. Quoique mauvais voilier, le *San Justo* se porte partout où il peut, partout où l'on se bat. Gardoqui, sur le *Santa Anna*, à peine remis de son choc avec Collingwood, soutient quatre heures durant le canon ennemi. Don Theodoro de Argumosa, sur le *Monarca*, a suivi le *Fougueux* pour marcher à ces « chiens d'Anglais », comme lui criait de son porte-voix l'ardent Baudoin ; ses mâts brisés, l'incendie à son gaillard d'avant, l'eau dans ses soupentes, en font la proie du *Bellerophon* et du *Thundering*. Ce dernier attaque lui-même l'*Algésiras*, où l'amiral Magon, frappé à trois reprises à la jambe, au bras et à la poitrine, commande encore à l'instant où il expire au milieu des blessés. L'héroïque bateau continuait la lutte quand le feu se déclara dans la fosse aux lions.

La fumée ne permettait plus de distinguer les signaux et le grondement des caronades couvrait les commandements ; vers cinq heures, une explosion éteignait tout autre bruit : l'*Achille* sautait. Il avait assailli le *Belle-Isle* quand celui-ci repoussait le *Fougueux* ; à son tour enveloppé par le *Polyphemus*, le *Swiftsure* et le *Prince*, il se trouvait miné par les flammes ; Denieport, son capitaine, est tué ; tué son lieutenant Montalembert, tué son premier enseigne Arslet ; il n'a plus d'officiers valides, et ses matelots, dans leur acharnement, préfèrent servir leurs canons que courir aux pompes ; ses adversaires s'éloignent pour éviter la contagion des flammes et l'*Achille*, après un dernier plongeon qui creuse les vagues,

se soulève, puis avec les débris de son équipage se fracasse dans les airs.

Les entreponts anglais sont lamentables : au *Victory*, 159 hommes gisent dans le sang ; 141 sur le *Royal Sovereign* ; 123 sur le *Temerarious* ; 98 sur le *Mars* ; 72 sur l'*Achilles* ; 70 sur le *Revenge* ; sur le *Colossus* plus de 200. Pour prendre l'*Algésiras*, le *Thundering* a perdu 76 hommes, et l'abordage de l'*Aigle* a coûté 150 matelots au *Bellerophon*. Le *Belle-Isle* est complètement démâté. Tous ces vaisseaux tournent comme des masses, affûts brisés, sabords écrasés, vergues pendantes.

Le capitaine Inernet sur l'*Intrépide* repousse le *Leviathan* et l'*Africa*, reçoit le feu de l'*Agamemnon* et de l'*Ajax*, heurte l'*Orion* et, à bout de forces, avec 300 hommes hors de combat, se rend à celui qui déjà vient de recevoir prisonnier l'amiral Villeneuve : le *Conqueror*, le bien nommé. Ce fut l'effort suprême.

Notre aile droite, en avant-garde, très loin, vers le nord, en arrivant sur le lieu du combat, aurait-elle pu, avec sept vaisseaux et une frégate, avoir raison de ces nombreux navires à moitié épuisés ? Problème difficile. Elle ne participa point à la grande bataille, elle ne se retira pas non plus sans faire parler d'elle. Son chef, l'amiral Dumanoir, vit bien le signal de ralliement désespéré de Villeneuve, puisqu'il le répéta et commença à s'y conformer. Il s'approcha même d'assez près pour avoir, à son propre bord sur le *Formidable*, sur le *Montblanc*, le *Duguay-Trouin* et le *Scipion* 160 hommes tués ou blessés. Avec Valdès, accouru au premier avertissement, le *Neptuno* prit une part courageuse à la lutte : sous le feu de quatre adversaires, quand son chef eut perdu la vie, il fut obligé de se rendre. Le *Rayo*, en dépit d'un très mauvais outillage, combattit de son mieux. Le *San*

*Francisco* rentra au port sans avoir pu faire grand'chose. Les Espagnols, dans leur intrépidité méritoire, comptaient là 279 hommes atteints.

Dumanoir ne profita pas de ces bonnes volontés pour continuer son mouvement de secours. Plus tard, devant le conseil d'enquête (1), il devait longuement insister sur des mâts brisés, des voies d'eau, discuter surtout l'impossibilité où il fut de manœuvrer à temps. Arriver en retard sur l'ennemi lui parut « un coup de désespoir qui n'eût abouti qu'à augmenter le nombre de nos pertes ». Dans ces *beaux désespoirs*, le vieil Horace voyait un moyen de retarder le triomphe d'Albe ou même de ramener la victoire sous les aigles de Rome. Mais tout le monde n'est pas un Romain. Sans pousser la note jusqu'à l'héroïsme cornélien, la sagesse attristée de l'amiral Jurien de la Gravière estime que cette intervention, même inefficace, même tardive, aurait eu du moins le mérite de « sauver la mémoire du commandant de l'avant-garde ». En effet, si Dumanoir ne possédait, comme il l'a prétendu, que des navires en fâcheux état, pourquoi n'a-t-il pas rallié le soir la terre d'Espagne, pourquoi s'est-il exposé à une croisière particulièrement périlleuse, en pleine mer, avec des avaries et proche des flottes britanniques? Même son courage personnel, le 4 novembre suivant, au combat du cap Ortegal, où il sera également malheureux contre sir Richard Strachan, ne permet pas de répondre à cette question aussi avantageusement pour lui qu'on le souhaiterait.

De son lit de douleur, Nelson demande fiévreusement des nouvelles : son œil brille au milieu d'un visage décomposé quand il reçoit cette assurance : « La journée est à nous ! » Le fier soldat, sans pouvoir, de ses mains victorieuses, se

(1) Conseil d'enquête (septembre, octobre, décembre 1809); conseil de guerre maritime de Toulon (mars 1810). — DESBRIÈRE, *Trafalgar*, 291-301.

raccrocher à la vie, retombe enseveli du moins dans son triomphe.

A la fin de l'après-midi, le canon cessa peu à peu, les forces humaines se trouvaient lassées. A cinq heures, l'amiral Gravina, devenu commandant en chef des débris des deux flottes, profita d'un coup de mer qui le sépara des Anglais pour donner le signal du ralliement général. Il cingla lentement vers Cadix avec ce qui pouvait marcher encore. Dix-huit vaisseaux manquaient à l'appel.

La nuit tombait, une lourde buée planait sur la vague, dans l'ombre du crépuscule les fanaux jetaient des lueurs sinistres sur des cadavres et des épaves, et couronnés de leur fumée de goudron et de poudre, les vaisseaux mutilés, balancés par la houle, semblaient les cassolettes d'où s'échappait l'horrible encens du dieu de la guerre.

#### IV

La nature voulut mêler ses fureurs à celles des hommes : le vent avait soufflé en tempête, il se déchaîna pendant la nuit. Les Anglais tentaient d'essuyer au mouillage la bourrasque. Mais, pour la plupart, les toiles déchirées, les câbles coupés, des mâts sans agrès, des ancres sans cordage, rendaient impossible toute manœuvre protectrice à des équipages épuisés. Les prises qu'ils traînaient péniblement derrière eux devenaient un embarras, augmentant le péril. Sous la rafale, les vaisseaux des deux partis confondus, entrechoqués, se brisèrent ; dans l'épouvante, des Français prisonniers se ruèrent, sans armes, sur des Anglais vainqueurs, et reprirent, dans l'obscurité, leur navire captif : tel l'*Algésiras*,

où le brave La Brethonnière, avec quelques mâts de fortune et des lambeaux de voiles, se tourna vers Cadix, poussé par l'ouragan. Moins heureux, l'*Indomptable* n'arracha ses ancres que pour s'écraser sur les récifs de la pointe du Diamant. Au petit jour, le *Fougueux* disparaissait dans les brisants de Santi Petri.

Le *Redoutable* avait traversé des phases tragiques : l'eau l'envahissait; le capitaine Lucas, amarré au *Victory*, avait demandé aux Anglais de venir sauver ses blessés; comme ceux-ci d'abord s'inquiétaient peu de le secourir, il les menaçait de se faire sauter. Au danger qu'ils vont courir eux-mêmes, les Anglais s'émeuvent et envoient quelques soldats pour pomper; à leur vue, un Français blessé se relève, ramasse une baïonnette et pousse à la mer le premier arrivant en criant : « Il faut que j'en tue encore un ! » Les officiers anglais s'indignent; Lucas les apaise; le péril commun calme les fureurs; le *Swiftsure* prend le *Redoutable* à la remorque. Toute la nuit on est aux pompes, mais l'eau gagne. Le capitaine de prise demande du secours; les chaloupes du *Swiftsure* approchent. La mer est si grosse que l'embarquement des blessés devient impossible, et ces malheureux qui se sont entraînés sur le gaillard d'arrière voient avec effroi que le vaisseau s'engloutit. Enfin, la poupe s'écroule et le *Redoutable* coule à pic.

Si le vent d'ouest avait continué, toute la flotte britannique devait s'écraser à la côte. Par une chance inouïe, il passa au sud-ouest, et, loin des bas-fonds où ils allaient se déchirer, ramena en mer, les entourant comme d'un coussin d'écume, les vaisseaux en ruine de Collingwood. A côté du lit de mort de Nelson, l'amiral victorieux voyait un à un disparaître ses trophées : le *Monarca*, le *Berwick*, arrachés des griffes du vainqueur, disparaissaient à ses yeux, pour s'aller perdre à San Lucar.

Enfin, nous lui reprenions de vive force le *Neptuno* et le *Santa Ana*, qu'il devenait impuissant à traîner à la remorque. De ce suprême exploit, l'honneur revenait à Cosmao, qui, profitant de l'orage, osait reprendre la mer et braver encore une fois l'escadre anglaise : sorti de Cadix, malgré ses voies d'eau, ses équipages réduits, ses canons démontés, le *Pluton*, suivi de quelques frégates et de deux bricks, ramenait au port les deux bâtiments amis et forçait Collingwood, dans la crainte de ne pouvoir garder ses dernières prises, à brûler de sa main l'*Intrépide* et le *San Augustin*, à couler lui-même la *Trinidad* et l'*Argonauta*.

Peu d'entreprises de mer ont vu des efforts plus héroïques, de plus tragiques prouesses, de plus sinistres épopées.

Les Anglais se réfugiaient à Gibraltar avec trois bateaux des dix-sept qu'ils avaient d'abord capturés. Ils déplorait 412 blessés et 1214 morts avec les proportions significatives de 149 officiers atteints dont 112 tués (1). La flotte combinée perdait vingt-trois navires et près de 6,000 hommes (2,366 Espagnols, — 3,494 Français). Nos alliés, en suivant notre fortune, avaient bravement payé de leur personne : sur le *Bahama*, Galiano tué, son second blessé ; sur le *Montanes*, Alcedo et son second tués. Et la liste continuait : à l'*Argonauta*, Pareja blessé ; au *San Ildefonso*, Vargas ; au *San Juan Nepomuceno*, Churruca et son second tués ; au *Neptuno*, Valdès et son second tués ; au *Monarca*, Argumosa et son second blessés ; et aussi les commandants du *Santa Ana*, du *San Augustin*, du *Santisima Trinidad*, le plus beau vaisseau de la marine espagnole, que les Anglais avaient eu la joie de brûler.

Le désastre fut vivement ressenti sur la côte andalouse où les épaves flottèrent jusqu'à l'embouchure du Guadalquivir. Comme le deuil, le secours fut général ; un exemple suffira

(1) *London Gazette* ; 27 novembre, 3 décembre 1805.

en citant le nom de Felice Odevo, marin de San Lucar de Barameda : avec son canot de pêche, il retira 4 Anglais tombés à l'eau, aida au sauvetage de ses compatriotes du *Rayo*, le lendemain courut au *Berwick*, qui avait touché, et passa 50 hommes à terre; quelques jours après, le *Monarca* flottant à la dérive, Odevo l'aborde, trouve 25 blessés mourant de faim et en ramène 22 au port de Huelva (1).

A Madrid, averti par Godoy, Beurnonville éprouva une surprise d'autant plus amère qu'il avait escompté la victoire : « Ma foi, mon cher ministre, avait-il écrit à Decrès, M. le vice-amiral Villeneuve a pris les devants, et M. le vice-amiral Rosilly trouvera aujourd'hui, en arrivant à Cadix, les oiseaux dénichés (2). » Quand il envoyait cette dépêche badine, le 23 octobre, déjà la catastrophe était vieille de deux jours; après, il s'avisa de songer à la prudence :

Si M. le vice-amiral de Villeneuve (*sic*) eût pu différer de trente-six heures cette bataille; s'il eût simulé quelque sortie, il aurait attiré Nelson, qui eût été la seule victime de la tempête qui nous a fait plus de mal que la bataille. Nelson se serait affalé sur la côte ou aurait pris le large, et M. de Villeneuve, tranquille dans la rade de Cadix, ne l'aurait quittée que pour ramasser ses débris ou filer dans le détroit et dominer dans la Méditerranée (3).

Charles IV montra une énergie dont on ne l'aurait certes pas cru capable. A la nouvelle du désastre, il considéra surtout la gloire intacte du pavillon; il voulut en remercier les héros échappés à la catastrophe. A Gravina, sur son lit de mort, il fit porter le brevet de capitaine général, et la grand'croix de Charles III à l'amiral Alava. A tous les officiers ayant pris part au combat, depuis le plus ancien chef d'escadre jusqu'au plus jeune aspirant, il accorda de l'avancement; les veuves

(1) *Journal de Paris*, 5 juillet 1806.

(2) 1<sup>er</sup> brumaire an XIV. *Arch. Mar.*, BB IV, vol. 234, fol. 144.

(3) 21 brumaire an XIV, *ibid.*, fol. 157.

jouirent de la pension du grade immédiatement supérieur à celui qu'occupaient leurs maris; sous-officiers et matelots d'élite reçurent des distinctions militaires. Cette conduite était digne, sans forfanterie, sans bassesse. La capitulation d'Ulm (20 octobre) fut connue presque à la même heure : Charles IV en profita, dans la première soirée de gala, pour dire tout haut à Beurnonville, en présence des ministres et des diplomates, parmi lesquels les représentants de l'Autriche, de la Suède et de la Russie : « Eh bien! monsieur l'ambassadeur, nous avons de bonnes, d'excellentes nouvelles; cela accélérera la paix. Nos escadres ont été malheureuses, mais, du moins, on s'est bien battu. Je regrette fort les capitaines et les généraux que nous avons perdus; mais, avec le temps, nous ferons refaire d'autres vaisseaux (1). »

C'est en quoi le pauvre roi s'illusionnait. Son trésor était vide et les événements lui réservaient bientôt d'autres soucis. Mais il avait galamment fait bon visage à la mauvaise fortune et gardé la dignité bourbonnienne dont son aïeul donnait l'exemple en recevant Villeroy après Ramillies : « On n'est pas heureux à notre âge, monsieur le maréchal! »

Cette gravité royale, le génie impressionnable de Napoléon ne la possédait pas : il éclata en paroles violentes, en fureurs amères : « Villeneuve, rends-moi mes légions! » Puis son orgueil blessé prétendit faire le silence. Il affecta de ne plus se souvenir de ses flottes; peut-être même son ardente pensée parvint-elle à s'abstraire d'un passé importun pour se fixer plus étroitement sur l'avenir qu'illuminait, il est vrai, le soleil d'Austerlitz. Ces revers imprévus fatiguèrent son esprit et lassèrent sa constance; il détourna les yeux du champ de bataille où la fortune lui était infidèle. Il tint Trafalgar pour non avenue (2).

(1) Beurnonville à Talleyrand; 16 brumaire an XIV (7 novembre 1805), *Espagne*, vol. 679, fol. 96.

(2) « Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux, après un

Que le désastre ait modifié ses plans où la marine faisait subitement défaut, rien de plus juste; mais rien de plus injuste que l'oubli volontaire des héros qui avaient péri, des braves qui survivaient encore. Pour une nation, une bataille comme Trafalgar est tout ensemble un malheur et un honneur. Un souverain qui ne sait pas reconnaître de pareils services est moins digne de si bons serviteurs.

L'événement produisit à Paris un mauvais effet et frappa l'Empereur d'une fâcheuse prévention contre la marine française. En vain, les marins et les militaires qui s'étaient distingués dans cette cruelle journée tentèrent d'obtenir quelque dédommagement ou quelque consolation aux dangers qu'ils avaient courus; il leur fut à peu près défendu de rappeler jamais ce funeste événement; et quand ils voulurent, dans la suite, solliciter quelque grâce, ils eurent soin de ne point mettre, en ligne de compte de leurs services, l'admirable bravoure à laquelle les rapports anglais seuls rendirent justice (1).

Même mieux informé, après l'impression de la première heure, pour ne pas se déjuger il plut à l'Empereur de faire des catégories et de changer en lâcheté l'imprudence excitée de l'amiral : lorsque les capitaines Magendie et Villemadrin, revenant d'Angleterre, lui furent présentés à l'audience des Tuileries, le 18 avril 1806 (c'étaient les premiers officiers de marine qu'il revoyait depuis Trafalgar) : « Vous êtes, leur dit-il, du nombre de ceux qui se sont bien battus; vous prendrez votre revanche. » Et quelques jours plus tard il donnait la croix de commandeur de la Légion aux capitaines Lucas et Infernet. Il garda ses rancunes officielles pour les grands chefs : « J'aurais dû faire couper le cou à Duma-

combat imprudemment engagé. » Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session. *Moniteur* du 3 mars 1806. — Cette phrase, vraiment discrète, prononcée au bout de cinq mois, est la seule mention qui soit faite de Trafalgar dans toute la *Correspondance de Napoléon*.

(1) Madame DE RÉMUSAT, *Mémoires* t. II, p. 214.

noir (1) ! » Il fut inflexible pour Villeneuve que le sort poursuivait jusqu'au bout.

Rendu à la liberté après un échange avec quelques lords anglais (2), le vaincu de Trafalgar, transporté sur un bateau parlementaire, débarquait à Morlaix le 13 avril 1806 ; il prit aussitôt la route de Paris. A Rennes, il prévint Decrès de son arrivée et demanda des instructions. La réponse fut dure sans doute : le malheureux Villeneuve, « frappé d'anathème par l'Empereur, repoussé par le ministre qui fut son ami, » seul dans une chambre d'auberge, traça un mot d'adieu désespéré à sa femme et se perça le cœur d'un couteau. Sa famille, ses amis, la police, la marine se rencontrèrent pour faire le silence sur cette fin lamentable. Deux ans après, Decrès proposait, pour sa veuve, une pension égale à celle de Mme Bruix. L'idée était bonne, mais le rapprochement maladroit. Le tact de l'Empereur sentit l'injustice, et, refusant de reconnaître cette parité entre les deux amiraux, accorda 4,000 francs seulement à Mme Villeneuve, « en considération des services de son mari (3) ».

Oui, nous avons eu tout contre nous à Trafalgar : le vent et la tempête, notre chef, nos ennemis et nos alliés, les circonstances extérieures et surtout les causes profondes.

Notre tactique d'artillerie se trouvait mauvaise : l'habitude était de viser à démâter l'ennemi, et le rapport du commandant Lucas, sur la bataille, mentionne encore, avec une satisfaction non équivoque, comment il répéta cet ordre fâcheux à ses pointeurs.

Au lieu de gaspiller la force dans l'espoir de couper quelques fils déliés dans le vide, d'atteindre à grand hasard quelque impor-

(1) Général GOURGAUD, *Journal de Sainte-Hélène*, t. II, p. 430.

(2) Fox à Talleyrand, 21 avril 1806. — Archives des affaires étrangères, Angleterre, vol. 603, fol. 62.

(3) Les libéralités du Parlement anglais envers la famille de Nelson dépassèrent six millions de francs.

tant cordage, d'écorcher quelque mât, les Anglais, mieux inspirés, la concentraient tout entière sur un but plus certain : la ligne de batterie de l'ennemi ; ils jonchaient nos ponts de cadavres pendant que nos boulets passaient au-dessus de leurs vaisseaux (1).

Nous aurions dû tirer en plein bois, selon le mot pittoresque d'un officier de marine : « Mes amis, visez bas : les Anglais n'aiment pas qu'on les tue. »

Mais, plus que notre méthode de pointage, notre infériorité venait du relâchement de la discipline. Louis XVI avait réuni des forces navales admirables, formé des cadres parfaits. Ce legs de la monarchie, la Révolution l'avait gaspillé par l'incohérence de ses actes et la logique de ses principes. Le jacobinisme égalitaire étouffe promptement le sentiment de l'honneur en tuant l'émulation qui l'alimente ; il paralyse le zèle, il déchaîne la méfiance, il inspire la délation : les matelots se pervertirent, les officiers s'éloignèrent. Ce n'est point par une formule vide que les règlements militaires proclament à la première ligne de leur première page : « La discipline est la force principale des armées. » Cela est vrai surtout dans la carrière de mer, service spécial, demandant des aptitudes particulières, un respect absolu pour le commandement et une connaissance approfondie des règles que les ennemis de l'expérience traditionnelle ignorent et nient. Jean Bon Saint-André, commissaire révolutionnaire (2), dont les fantaisies sur la marine furent sans contrôle, dédaignait toute organisation ; et, comme d'autres sur terre préconisent la levée en masse, — qui, d'un coup de pied, fait surgir du sol « les volontaires tout armés », —

(1) JURIEU DE LA GRAVIÈRE, *Guerres maritimes*, t. II.

(2) Du temps qu'il était marchand, avant de devenir pasteur protestant, il avait fait trois fois naufrage ; c'étaient là ses seules connaissances nautiques ; on se demande si elles le désignaient beaucoup pour diriger l'administration de la marine, où son premier soin fut, à Toulon, de faire mettre hors la loi l'amiral de Trogoft et en liberté les galériens.

il voulait remplacer les manœuvres par des abordages. Napoléon lui-même n'avait pas d'autre conception, car il écrivait à Decrès (29 août 1805) : « Ces Anglais, dont on vante tant les manœuvres et les combinaisons, quand la France aura deux ou trois amiraux qui veuillent mourir, seront bien petits ! » Les résultats furent pitoyables : la hiérarchie demeura méconnue, inefficace, inerte ; la camaraderie disparut après dix ans de cette anarchie :

Nos officiers s'aimaient peu. Il n'y avait pas entre eux d'esprit de corps. A compter des plus ignorants jusqu'aux plus instruits, il régnait une sorte de fatuité, de présomption et d'orgueil qui était plus que ridicule... Chacun se croyait plus habile, non seulement que son chef immédiat, mais que l'officier le plus élevé en grade. Il n'y avait pas un aspirant qui ne critiquât avec assurance la conduite de son amiral (1).

Nelson connaissait bien le défaut de notre cuirasse ; cette conviction de notre infériorité morale alluma son ardeur et doubla son audace ; la campagne de 1805 fut pour lui la résultante de la persévérance méthodique dans ses longues croisières de formation. Sa haine contre la France s'augmentait du mépris pour les Français ; ce sentiment paraît avoir animé toute la marine britannique en ce temps-là : les lettres des officiers anglais sont pleines d'allusions dédaigneuses à la grossièreté d'allures, la jactance démocratique, le manque de « respectability » des marins de la République ; tout comme, après 1830, on remarquait le défaut d'éducation, de tenue et de sens militaire chez les officiers imposés à l'armée et pris parmi les vainqueurs des trois glorieuses. Il serait injuste et puéril de généraliser ; les héros de Trafalgar ont montré un courage personnel qui rachète leurs défauts ; la responsabilité du désastre remonte non aux hommes de bonne volonté

(1) *Mémoires du capitaine Leconte*. — Voir Lonn, *la Marine française*, p. 160.

qui donnèrent leur vie, mais aux politiciens qui ne les avaient pas préparés à ce sacrifice.

Nelson aurait-il tenté ce coup hasardeux de bloquer avec vingt-sept navires des flottes plus nombreuses, s'il n'avait eu pleine confiance en son personnel et le sentiment de sa supériorité technique? Certainement non. Rien n'est plus admirable que la lucidité de ses instructions, la précision de ses manœuvres, la netteté de son but. Il enleva nos escadres comme à la baïonnette; il savait que ses vaisseaux, mieux exercés, ne pouvaient que gagner à une mêlée (1). La défaite qu'il nous infligea venait de l'infériorité temporaire où nous avions jetés de fatales circonstances. Dieu permet toujours — nation ou individu — que l'on soit puni par où l'on a péché, et ici quelles conséquences profondes des fautes accumulées en si peu d'années!

Napoléon n'avait pas seulement perdu une bataille. « La destinée de tout le continent était profondément modifiée par ce fait; à partir de ce moment les Anglais furent les maîtres incontestés de la mer; il ne pouvait plus être question de les attaquer dans leur île (2). »

Tout l'effort du Blocus continental tentera de remplacer, à sa façon, l'arme qui a été brisée dans nos mains le 21 octobre 1805. Nelson avait conquis la clef, et, dix ans plus tard, Wellington, en la tournant dans la serrure, ouvrit la porte. « La ruine de la puissance maritime de la France à Trafalgar fut le principal facteur du résultat final consacré à Waterloo (3). » Et ainsi se vérifia, douloureusement pour nous, le mot si juste de Lalande dans son *Traité de la navigation* : « La marine a toujours décidé du sort des empires. »

(1) JAMES, *Naval History*.

(2) Docteur FOURNIER, *Napoléon I<sup>er</sup>*, t. II, p. 80.

(3) Capitaine MAHAN, *Influence of sea power on Revolution and on Empire*, t. I, p. 36.

## CHAPITRE II

### LE PRINCE DE LA PAIX

(1805-1806)

La famille royale d'Espagne. — Futilité de la Cour. — Hésitations du prince de la Paix. — Son agent secret à Paris : Isquierdo. — Projet d'une descente espagnole en Irlande. — Difficultés au sujet du subside mensuel de l'Espagne au trésor impérial. — Le général O'Farrill avec un corps espagnol envoyé par ordre en Toscane. — Avances au prince de la Paix pour obtenir de Charles IV de reconnaître Joseph Bonaparte comme roi de Naples. — L'Espagne souscrit à cette nécessité.

Beurnonville est satisfait de lui-même, mais l'Empereur en est mécontent et rappelle son ambassadeur. — Intérim fait par M. de Vandeul. — Premiers projets de Godoy sur une souveraineté indépendante. — Règlement financier du subside. — Mission de Prosper de Barante à Madrid. — A Paris pourparlers secrets pour la paix. — Influence de Strogonoff, ambassadeur de Russie en Espagne, sur Godoy. — Levée des milices espagnoles; préparatifs clandestins; agitation à Madrid. — Proclamation belliqueuse du prince de la Paix (15 octobre). — Effroi et rétractation à la nouvelle de la victoire d'Iéna. — Insuffisance diplomatique de Vandeul. — Godoy est perdu dans l'esprit de l'Empereur.

#### I

La toile où François Goya représente la « famille de Charles IV » est un large morceau de peinture, c'est aussi une forte page d'histoire.

Le front fuyant, dans des yeux ronds un regard étonné, le nez long, gros, penché sur une bouche étroite, le menton ramassé, le teint coloré sous la perruque blanche de poudre,

un buste pesant que soutiennent des jambes solides, un sourire de bonhomie, une tournure essentiellement pacifique malgré la tension cavalière du pied gauche et la main sur la garde de l'épée; l'apparence d'un *gentleman* bon vivant plus que d'un fier *hidalgo*, — tel se montre Charles IV (1).

La Reine, centre de la composition tout entière, a son histoire « peinte sur la figure » : traits couperosés, bouche sensuelle, œil provocant, le menton en galoche, les cheveux ramenés en boucles et collés sur les tempes, la gorge découverte, la taille massive; à profusion diamants, colliers et perles semés sur une peau flétrie et le corsage d'une robe pailletée d'or de couleur trop claire. En une pose théâtrale, comme le ferait la mère la plus attentive, elle tient par la main une jeune princesse à la physionomie banale et le petit Francisco de Paula qui regarde avec une surprise inquiète. — Derrière le prince des Asturies, si placide et correct qu'on ne le remarque pas du premier coup bien qu'il soit au premier plan, — la tête éveillée de son frère, don Carlos, pétillante de gentillesse.

La reine d'Étrurie, dans un mouvement qui marque la lassitude et cache peut-être aussi son épaule trop haute et sa taille déviée, porte avec effort son fils, un baby de quelques mois. A côté de son époux don Louis fortement charpenté, les cheveux épais et roux, les paupières relevées, le teint fade, dans sa petitesse elle fait contraste avec ses mèches

(1) Charles IV, né à Naples le 12 novembre 1748, roi d'Espagne le 14 décembre 1788, marié à Marie-Louise de Parme née le 9 décembre 1751. Ils ont six enfants : 1° Fernand, prince des Asturies, né le 14 octobre 1784; 2° Carlos, né le 29 mars 1788; 3° François de Paule, né le 10 mars 1794; 4° Charlotte, née le 25 avril 1775, mariée à Jean de Bragance, régent puis roi de Portugal; 5° Marie-Louise, née le 6 juillet 1782, mariée à son cousin Louis de Parme, roi d'Étrurie, dont elle a deux enfants : Charles-Louis (1799), Louise-Charlotte (1802); 6° Marie-Isabelle, née le 6 juillet 1789. — Le Roi a un neveu Pedro, né le 18 juin 1786 et deux frères : Ferdinand IV, roi de Naples, né le 12 janvier 1751, et Antonio Pascual, né le 31 décembre 1755.

noires et crépues, ses sourcils arqués, son regard en vrille, ses pommettes rouges. — Dans la pénombre (comparses grisâtres de l'assemblage de la toile, comme ils le furent en réalité du trône et de la vie) figurent quelques parents obscurs, guindés, chamarrés, rassemblés là par surprise : don Antonio, reflet éteint de son incolore et royal frère, et une vieille fille fardée, fagottée de soie et de brocart, placée comme la caricature trop ressemblante de tous ces personnages en falbalas, rigides d'inertie, d'insouciance et d'étiquette, à qui l'on souhaiterait, en des temps calmes, des devoirs moins lourds ou des épaules plus fortes. — Égarés, au tournant de deux siècles, saisis par la rafale à l'angle du chemin, le tourbillon les emporte avant que leurs yeux aient aperçu le nuage, avant que leur esprit ait deviné la tempête.

Toute cette famille royale vivait non pas dans une grande intimité, mais dans une étroite dépendance. La futilité des occupations entretenait l'insignifiance des pensées. En vain, la Cour changeait périodiquement ses résidences, avec une monotonie régulière : Madrid, Aranjuez, la Grandja, l'Escurial, pour revenir à Madrid ; *cælum non animam mutant*, partout elle portait avec elle son desœuvrement, ses plaisirs lourds, son incurable ennui. Les mœurs de la Reine et son obligation constante de les cacher au Roi entretenaient tout autour d'elle une atmosphère de mensonges et de ruses (1). Dans la religion, c'étaient des habitudes, des superstitions, des impostures ; dans la politique des bagatelles, des platitudes et des terreurs. L'élément jeune de la Cour pouvait rêver autre chose et le sentiment de l'honneur éclatait dans plus d'un cœur, mais il fallait refouler des espérances qui faisaient trop la critique du présent ; l'énervement de l'oïseté abattait ces âmes lasses avant d'avoir agi. En sorte que

(1) Voir dans l'*Ambassade française en Espagne pendant la Révolution*, au chap. VI, les rapports d'Alquier.

le souci du royaume, le sentiment d'une crise, l'impression d'un malaise, le désir du changement, la fierté du passé, le patriotisme en un mot, vague chez les Princes, effrayé chez les Grands, engourdi chez les Ministres, s'accroissait à mesure qu'on s'éloignait de la Cour ; il se montrait cavalier dans la noblesse de province, pointilleux chez les gens de robe, inquiet et plus ardent chez les gens d'église, plus vibrant dans le menu peuple, plus farouche au fond des campagnes. Mais qui se souciait de l'opinion des petites villes, qui demandait aux bourgeois d'Andalousie et aux marchands de la Catalogne autre chose que la régularité de leurs impôts et le calme de leurs habitudes, qui pensait que les laboureurs de la Castille ou les pâtres de la Sierra pussent remuer des sentiments ? L'homme d'Espagne qui régénait le royaume n'avait pas l'âme assez haute pour songer à « l'esprit public » ; habitué d'ailleurs à l'adulation de son entourage, à l'apathie des fonctionnaires, aux sourires des quémanteurs, il vivait en repos. Sa seule préoccupation lui venait de France : que penserait l'Empereur ? Que pouvait-il vouloir et par suite autoriser ?

Depuis longtemps le prince de la Paix entretenait avec lui des rapports qu'il s'efforçait en vain de rendre intimes. Aux esprits médiocres les petits moyens conviennent, les entreprises mystérieuses offrent de l'attrait. Une correspondance par les mains d'agents secrets, en passant à côté des ambassadeurs et de leurs messagers officiels, charmait Godoy. Il avait envoyé à Paris un homme instruit et souple, adroit, remuant dans la coulisse et de petite conscience : don Eugenio Isquierdo, à qui la duchesse d'Abrantès trouvait de l'esprit et une « figure atroce ». Il était alors directeur du « Cabinet d'histoire naturelle » de Madrid, reconstitué par Godoy qui jouait au Mécène. Autrefois, avant 1789, voyageant en France, il fréquentait chez Buffon, chez M. de Breteuil,

chez Lavoisier; il y rencontra Lacépède et leurs relations avaient continué. Avec ce dernier, qui, tout mérite scientifique à part, était devenu un personnage : Président du Sénat, Grand Chancelier de la Légion d'honneur, — Isquierdo vint s'aboucher à Paris (novembre 1804) et lui parla d'autres choses encore que des mœurs des « Cétacés ». Lacépède demanda en haut lieu s'il devait s'entretenir sur le ton de la politique avec ce naturaliste ami du prince de la Paix. L'Empereur sembla l'autoriser; et peu à peu il s'établit une correspondance indirecte qui, remise par Isquierdo à Lacépède, arrivait jusqu'à Napoléon (1).

Celui-ci, sans répugner à ces plates intrigues, ne s'y confiait guère; il y voulait en tout cas une prudence raffinée : « N'écrivez ni ne signez rien, recommandait-il à Lacépède (2), mais dictez. » Le subside mensuel d'un million et demi avait d'abord fourni matière aux entretiens, puis ce fut le tour des armements militaires, quand la guerre fut déclarée à l'Angleterre. Enfin des questions plus délicates s'allaient poser. Le chevalier de Santivanès, chargé d'affaires, le prince du Masserano, récemment nommé ambassadeur de Charles IV à Paris (3), connaissaient mal et s'inquiétaient peu de cet agent spécial de Godoy. A Madrid, Beurnonville avait fini par découvrir ce commerce occulte; il s'en plaignait à Talleyrand dans un style qui peint parfaitement son carac-

(1) On trouve vingt-deux lettres à l'Empereur aux *Archives nationales* (AF IV, 1679). Le Grand Chancelier se borne généralement à des billets de transmission.

(2) 20 janvier 1805, *Correspondance*, t. X.

(3) Charles, *Fieschi* prince de *Masserano*, d'une famille piémontaise établie en Espagne. Lieutenant général (1791). Major des gardes du corps. Capitaine de la compagnie flamande, grand d'Espagne de première classe. Chevalier de la Toison d'or. « Ayant de la partialité pour la France » où il s'était marié et où résidaient ses deux filles. Ambassadeur de Charles IV à Paris (mars 1805-avril 1808). Grand maître des cérémonies du roi Joseph (1809). Fixé en 1814 à Paris, où il mourut en 1837.

tère, son rôle en Espagne, le but et les moyens de sa politique :

Madrid, 6 thermidor an XII (5 août 1805).

*Confidentielle.*

MON CHER ET AIMABLE MINISTRE,

Je me trouve depuis quelque temps dans un vrai margouillis si dégoûtant, que cette situation, n'est véritablement plus tenable; peut-être qu'en soumettant les observations suivantes à votre sagesse, il vous sera plus facile qu'à moi de démêler les plates intrigues qui ne tendent pas moins qu'à assurer l'indépendance de M. le prince de la Paix à l'égard de votre département et de mon ambassade, et ce sera encore à vous à peser jusqu'à quel point cette indépendance peut être utile aux affaires de l'alliance.

Je n'imagine pas que S. M. l'Empereur et Roi ait jamais pu penser que M. le prince de la Paix soit l'auteur des miracles maritimes que j'ai réellement préparés dans les trois ports militaires de l'Espagne; Elle sait trop combien ce prince a travaillé à organiser une grande armée aux dépens de la marine, dans quel délabrement j'ai trouvé les trois départements à mon retour à Madrid et lorsque l'Angleterre a déclaré la guerre à l'Espagne; et s'il y a eu des miracles opérés, ils tiennent essentiellement à la volonté suprême de S. M. Impériale qui m'a chargé d'annoncer le prochain détronement du prince et de la maison des Bourbons si toute la marine espagnole ne recevait pas dans le plus bref délai toutes les réparations dont elle était encore susceptible. — Il vous sera facile d'après ce petit exorde que j'ai fait assez militairement à M. le Généralissime, de voir que depuis cette époque je ne l'ai fait marcher qu'à coup de *peur* et de *crainte* et S. M. I. ne peut en avoir d'autre opinion d'après celle qu'Elle doit avoir du personnage qui est rien moins que français, mais qui sait cependant que son existence dépend tout entière d'un souffle de l'Empereur.

... Je ne sais pas trop où cet homme qui n'a de capacité que parce qu'il a détruit toutes les bonnes réputations, veut aller; plus je le suis, plus je suis disposé à penser qu'il travaille à la ruine totale de son pays, qu'il se fera un mérite de déplorer le sort de ses maîtres et qu'il ne serait pas fâché de les remplacer à l'aide des crises qu'il prépare. Longtemps j'ai balancé à lui faire l'honneur de ces dispositions, mais tout ce qui se passe sur la décadence

de cette monarchie, qui, dans quelques mois, ne pourra plus marcher, m'a mis dans le cas de tâter cet intrigant sans moyens et je ne l'ai pas trouvé inaccessible à ces mesures que je lui ai laissé voir dans un lointain possible. Toutes les fois que le Roi est malade, je suis son intime ami, parce qu'il craint que le successeur ne s'empare de ses trésors et ne l'envoie aux présides d'Afrique...

Je reviens, mon cher ministre, au plan que ce prince s'est fait à Paris. Vous vous rappelez qu'il y a quinze à dix-huit mois, lorsqu'Hervas était encore chargé d'affaires, qu'un certain personnage voulut par l'intermédiaire de M. de Lacépède obtenir une audience du Premier Consul, que vous trouvâtes le moyen d'écartier cette audience et que vous engageâtes M. Hervas à écrire au Prince que tous ses mandataires seraient toujours bien reçus, toutes les fois qu'ils vous seraient présentés par l'ambassadeur ou le chargé d'affaires d'Espagne.

(Le nouvel agent se nomme Bonnald — il a été commandant de place aux Sables-d'Olonne et à Saint-Jean Pied-de-Port — a été employé par le gouvernement portugais à Lisbonne, pour surveiller le général Lannes.)

Isquierdo, Bonnald sont à Paris les deux espions du prince et se vantent auprès de leur protecteur d'avoir M. Lacépède à leur discrétion. Le premier est le plus immoral et le plus méchant des hommes; il est la terreur des Espagnols à Paris, il l'est du prince Masserano et Hervas m'a dit lui-même qu'il en avait peur et que c'était pourquoi il vous l'avait présenté et au maréchal Duroc. Je me plais à penser qu'après avoir fait purger Paris de ces deux espèces, vous serez assez charitable pour prévenir le bon chancelier Lacépède qu'il ne peut être en rapport avec de pareils hommes; toutefois après que vous vous serez assuré des faits, car je n'ai que des calculs de probabilités; ce qu'il y a de certain, c'est que le prince vient de faire colonel d'artillerie légère le neveu de M. de Lacépède qui était inconnu en Espagne.

M. Isquierdo envoie des courriers toutes les semaines et ses rapports consistent la plupart du temps dans des rapsodies de nouvelles si ridicules que l'Empereur le ferait jeter dans la Seine, s'il en avait connaissance. Cependant ces rapsodies font souvent l'opinion du Prince et je suis obligé de le rappeler avec la chambrière.

Depuis quelques mois, cet homme me fait tant de mensonges, que je suis souvent embarrassé pour mes rapports, et la plupart

du temps je suis obligé de le faire répéter trois fois et de lui demander en sus sa parole d'honneur.

Ce qui constate encore qu'il veut être indépendant de votre département, c'est qu'Hervas voulut lui donner lecture d'une lettre charmante que vous lui avez écrite dans les meilleures intentions possibles, et qu'il n'a répondu à l'article le plus intéressant que par ces mots : « L'Empereur n'entretient jamais de moi ni de nos affaires M. de Talleyrand, qui n'en a aucune connaissance. » — Je laisse à Hervas le soin de vous rendre cette conversation ridicule. Il me reste démontré que vous devez faire renvoyer M. Isquierdo à sa fabrique de cuivre du Ferrol, le sieur Bonnald à Bicêtre ou dans son village et à faire engager l'excellent M. Lacépède à ne se mêler que de sa chancellerie, du Sénat et de ses poissons...

... J'ai tracé très à la hâte ces observations que vous lirez dans votre bain à Bourbon-l'Archambaut. Vous connaissez mon zèle, mon dévouement, mon attachement pour les intérêts de S. M. l'Empereur et Roi... (1).

Godoy aimait ce qu'il appelait « la grande politique », celle qui permet les rêveries et dispense du travail ; il poursuivait des chimères et s'inquiétait peu longtemps de leur mise en pratique. Quand la guerre avec l'Angleterre avait été chose décidée, il imagina de prendre le royaume britannique « à revers », par un débarquement en Irlande, sans songer que, même résolu de la Corogne à Dublin, le problème restait entier pour passer de Dublin à Liverpool. Il arrêta son esprit à cette naïveté qui jadis avait charmé les utopistes de la Convention et un jour séduit Hoche. Peut-être le souvenir d'une revanche de l'invincible *Armada* lui vint-elle en tête. Peut-être se complaisait-il à rivaliser avec Napoléon lui-même et à faire concurrence au camp de Boulogne? — Un mois avant Trafalgar il écrivait à l'Empereur par l'intermédiaire de l'amiral Decrès :

... Moi, de mon côté, désirant coopérer à la ruine de l'ennemi

(1) Beurnonville à Talleyrand. *Espagne*; vol. 668, fol. 274-279.

commun, je signais un traité d'alliance avec le Conseil de l'Irlande, ayant considéré que c'était un des moyens les plus sûrs pour déconcerter tous les projets de l'Angleterre, donner un coup mortel à sa puissance déjà chancelante et la réduire aux abois... Cette alliance devra être perpétuelle avec l'Espagne et ses alliés. L'Espagne ne pourra former aucun traité sans que l'Irlande y soit comprise... — Le point le plus essentiel de ce traité, c'est la médiation de S. M. C. afin que S. M. I. et R. daigne accepter et protéger ce qui a été convenu de part et d'autre... Le négociateur est parti pour Londres... Les Irlandais demandent 10,000 hommes de troupes, 60,000 fusils, autant d'épées... Le lieu pour le débarquement : la baie de Tralee ou le fleuve Shannon. Tous les habitants sont catholiques et se trouvent dans l'oppression la plus dure. Les Anglais n'ont de vaisseaux de guerre que dans la baie de Bantry... (1).

Même après le désastre des flottes alliées, Godoy poursuivait son espérance quand les délégués d'un comité d'Irlandais, où siégeaient des évêques catholiques, vinrent lui offrir des volontaires, des matelots et des vivres (2). Napoléon était trop payé pour croire à la facilité de semblable aventure; tout son esprit se concentrait sur ses armées de terre et ce qu'il exigeait de l'Espagne c'était un secours pratique : de l'argent et des soldats; de l'argent surtout.

Ce subside mensuel fit couler des flots d'encre. Retards, attermoiements, discussion, controverse, la malheureuse Espagne, fort mal en fonds, usa de tous les moyens dilatoires. On ergotait sur l'échéance même de la promesse : la prétention de l'Empereur était de faire acquitter le versement jusqu'au 14 décembre 1804 (époque à laquelle Madrid avait déclaré la guerre à Londres); Cevallos voulait le faire cesser au jour où l'Angleterre avait commencé les hostilités avec

(1) 26 septembre 1805. AF IV, 1679.

(2) Janvier 1806. AF IV, 1680.

la France (au mois de mars précédent) (1). L'affaire traînait avec Beurnonville; l'inévitable Isquierdo s'en mêla auprès de Barbé-Marbois et on aboutit.

Dans une lettre au ministre des Relations extérieures qui débute par « Mon cher Talleyrand » et finit par « Je vous embrasse » (2), Barbé-Marbois constate cet heureux résultat et ajoute : « L'Espagne va vendre pour 400 millions de biens ecclésiastiques. La mesure est bonne et les circonstances la rendent nécessaire. » L'opération fut mauvaise, comme la mesure. Ces biens d'Église se vendent mal et profitent peu aux acquéreurs; ils fondent dans les mains de ceux qui s'en emparent; en Espagne même on aurait dû en avoir l'expérience après la grande confiscation par Charles III des maisons des jésuites : l'argent fut perdu pour tout le monde : annihilé, gaspillé ou volé (3). Quarante ans plus tard, Beurnonville constatait piteusement le même échec « dans un pays où dominant les préjugés, où les cultivateurs sont pauvres et où la législation sur les héritages s'oppose à la subdivision des fortunes et met obstacle à ce qu'il y ait concurrence dans les achats (4) ».

Toute la gloire d'Austerlitz n'augmentait pas d'un maravedis le crédit de l'Espagne et Beurnonville devait encore ici avouer une déception : « la nouvelle de la paix n'ayant pas eu pour effet d'agir directement sur la valeur du signe repré-

(1) Mai 1805. *Espagne*, vol. 668, fol. 178 et 290.

(2) 28 octobre 1805. Vol. 668, fol. 63.

(3) DESDEVISES DU DÉZERT, *l'Espagne de l'ancien régime*, t. I, p. 118.

(4) Lettre à Talleyrand, 2 nivôse an XIII, vol. 667, fol. 307, 308.

Il est piquant de remarquer que Napoléon, qui avait en 1805 et 1806 fort approuvé ces ventes, en fit, en 1808, dans le grand rapport envoyé par son ordre à toutes les chancelleries européennes, l'un de ses reproches au gouvernement de Charles IV et l'une des raisons de la détresse financière du royaume :

« Les biens des hôpitaux et des fondations pieuses, dont l'État s'était emparé en les destinant à l'extinction des billets royaux, avaient été détournés de leur destination. » (Vol. 675, fol. 134.)

sentatif (1) ». Il se raréfiait ce « signe représentatif », si bien qu'en 1806, l'Empereur témoigna son désir de voir terminer coûte que coûte ces réclamations entre les deux nations. Isquierdo porta l'*ultimatum* à Madrid, Godoy fit taire les dernières chicanes de ses compatriotes et autorisa son agent, décoré pour la circonstance du titre de « ministre du Conseil suprême de la guerre », à payer, par l'entremise du banquier Ouvrard, entre les mains du ministre du Trésor Mollien, les millions impérieusement réclamés (2).

La question financière touchait fort Napoléon, mais la question militaire plus encore : la marine lui avait paru la meilleure carte des forces de l'Espagne. A Trafalgar il l'avait jouée et perdue. Quelque médiocre que lui semblât l'armée de terre, toujours à court d'hommes, il l'estimait utilisable pour tenir garnison, à la place de ses vétérans, dans les pays conquis. C'est ainsi que dès le 17 septembre 1805 ayant retiré les troupes françaises stationnées en Toscane, il jugea bon de demander à Madrid d'y envoyer 6,000 Espagnols (3). La désignation était habile, car en Toscane, devenue royaume d'Étrurie, régnait la propre fille de Charles IV. Mais la réponse était trop facile à prévoir : comment, disait Godoy, dégarnir la péninsule au moment où la guerre que vous nous imposez avec l'Angleterre nous met en passe d'être attaqués ? L'Empereur renouvela ses instances d'un ton plus comminatoire : il fallut promettre le départ pour Livourne du général O'Farrill et d'un corps expéditionnaire : trois régiments d'infanterie, quelques escadrons et un détachement d'artillerie sans canon, (3,600 fantassins, 1,000 cavaliers, 100 artilleurs.) Habile en petites ruses, le prince de la Paix annonça qu'ils iraient par

(1) Dépêche du 27 janvier 1806, vol. 669, fol. 234.

(2) AF IV, 1680 et *Espagne*, vol. 669, fol. 459. Le chiffre total atteignait 87 millions; on transigea à 24 : 3 millions par mois versés par Madrid, et une somme de 9,821,000 francs payables dans les colonies espagnoles.

(3) Vol. 668, fol. 389.

voie de mer, sur la flotte de Carthagène; or, comme la Méditerranée était bloquée par les escadres anglaises, il gagnait la seule chose qu'il sut économiser : du temps. Cette ressource vint aussi à lui manquer, la division espagnole parvint en Toscane où elle sembla un otage plus qu'un allié, elle était passée sous la verge d'un maître irritable : une rixe banale ayant éclaté aux portes de Florence entre des soldats du régiment de Zamora et deux gendarmes français y ayant été tués, l'Empereur voulut faire fusiller trois hommes pour un et écrivit dans une sorte de frénésie : « Si l'on ne me donne pas réparation, je ferai entrer deux régiments en Toscane et je ferai massacrer tous ceux de Zamora que je rencontrerai (1). »

Et cependant, sa politique le contraignait à l'apparence de la douceur; lui, qui par la suite devait traiter le favori avec un si hautain mépris, croyait alors devoir lui témoigner une certaine estime, comme à l'homme influent de qui on attendait la bonne volonté; aux jours de ces rapports qu'il autorisait avec Lacépède, il dictait des notes flatteuses, il allait au-devant des désirs; on ne trouvera pas dans le billet suivant le ton sabreur, l'allure cassante d'habitude :

L'Empereur appuiera de toute son influence, et s'il le faut de ses armes, tout ce que le prince de la Paix voudra faire relativement au Portugal. Il est prêt à signer et à prendre tous les engagements que le prince de la Paix jugera nécessaire pour cet objet (2).

Il remaniait, en cet hiver de 1806, toute la carte d'Europe, et fort indifférent à ce que l'Espagne pouvait penser de ses bouleversements en Allemagne, il avait le désir de ne pas l'irriter outre mesure par ses agrandissements en Italie. Or, sur le trône de Naples, où régnait Ferdinand de Bourbon frère de Charles IV, venait de s'asseoir Joseph Bonaparte,

(1) Février 1806, *Correspondance*, t. XII.

(2) 6 février 1806, *id.*, t. XII.

frère de Napoléon. La question ne pouvait être en soi plus aiguë.

Il y avait sans doute d'anciennes froideurs entre les deux couronnes, le sentiment de famille était lui-même fort relâché, mais enfin la princesse des Asturies, la future reine d'Espagne, était fille de Ferdinand IV. C'est ici que le prince de la Paix fut de nouveau utile et joua auprès de l'Empereur l'homme nécessaire et empressé. Ennemi du prince des Asturies, il l'était de la princesse et entretenait Talleyrand dans la pensée que cette Maria Antonia (1), sur les conseils de sa mère la reine Caroline, favorisait à Madrid le parti anglais. Suspicion peut-être gratuite, car l'influence de la jeune princesse était nulle, son autorité plus qu'insignifiante et sa liberté étroitement restreinte. Mais ces confidences flattaient la manie de Napoléon acharné contre Caroline et il remerciait Godoy de « révélations » que le favori rendait effrayantes avec un malin plaisir (2). Il allait jusqu'à accuser la princesse d'un complot de lèse-majesté, d'une tentative d'assassinat.

Suivant une politique assez mal estimable que Beurnonville qualifiait par euphémisme « saine mais inflexible », Charles IV rompa tout à coup avec son frère. Le chargé d'affaires de Sa Majesté Sicilienne, M. de Robertone, reçut dans la nuit du 9 novembre 1805 l'ordre de quitter l'Escurial sous le délai d'une heure, Madrid sous celui d'un jour, d'aller attendre à Barcelone les instructions de sa Cour. Il était « convaincu » de faire tenir une correspondance secrète

(1) Marie-Antoinette de Bourbon (1783-21 mai 1806), fille de Ferdinand IV et de Caroline archiduchesse d'Autriche, avait épousé Ferdinand prince des Asturies le 6 juillet 1802.

(2) « Rien ne m'étonne de la part de la Reine de Naples; j'ai cependant frémi à la seule lecture de votre lettre. J'éprouve une véritable consolation d'apprendre que L. M. sont en bonne santé. Ne doutez jamais de l'intérêt que je vous porte et du désir que j'ai de vous donner des preuves de ma protection, non plus que de l'estime et de l'amitié que j'ai pour le Roi. » — L'Empereur au prince de la Paix, 2 février 1806, *Correspondance*, t. XII.

de la princesse des Asturies à sa mère, et Godoy envoyait un courrier de cabinet porter à l'Empereur les lettres surprises (1). Ainsi pouvait-on espérer à Paris que l'avènement de Joseph au trône de Naples serait accepté à Madrid. Talleyrand laissait Beurnonville juge des convenances à observer pour en faire l'annonce. Une conversation préalable avec Godoy promettait qu'aucune objection sérieuse ne serait soulevée sur le changement de dynastie (2). Le Roi 'en prit moins gaiement son parti et notre ambassadeur, assez embarrassé d'une commission délicate, tomba pour l'exécuter dans le plus affreux amphigouri :

Les sentiments élevés qui distinguent S. M. C. parmi les souverains, les vues de sa politique grande et libérale, surtout l'esprit de bienfaisance dont Elle est animée pour les peuples, sont les puissants motifs par lesquels S. M. I. et R. est assurée que son magnanime allié envisagera sous son véritable jour une disposition indispensable au repos de l'Espagne et à la prospérité de l'Italie (3).

Le « magnanime allié » répondit en des termes réservés jusqu'à l'insignifiance par la plume de Cevallos :

J'ai reçu et mis sous les yeux du Roi mon maître la note par laquelle V. Exc. a bien voulu me faire part que S. M. l'Empereur des Français, guidée par les motifs dont m'informe V. E. a jugé convenable de conférer la couronne de Naples à son auguste frère le prince Napoléon-Joseph de France. — S. M. est informée de cette communication ainsi que du nouveau titre dont Son Altesse Impériale demeure revêtue (4).

(1) Vol. 669, fol. 166 et 182.

(2) 28 avril 1806, *Chiffrée*, vol. 669, fol. 423.

(3) 29 avril 1806, vol. 669, fol. 428.

(4) 1<sup>er</sup> mai 1805, vol. 669, fol. 440.

## II

Beurnonville, réduit à un rôle de porteur de dépêches, paraissait à l'Empereur un agent médiocre, « une trompette qui ne peut rien garder ». — « Dites-lui le moins de choses possible. Ses lettres sont faites par l'entremise de deux ou trois secrétaires qu'il a, qui les corrigent et les commentent. Vous savez ce que c'est qu'un secret qui est entre cinq ou six mains. Ce sont d'ailleurs des jeunes gens très présomptueux et bavards (1). » — Loin de laisser soupçonner avant l'heure ce mécontentement du maître, Talleyrand accablait l'ambassadeur d'amabilités :

Je suis occupé, mon cher général, des préparatifs de mon départ d'Italie et comme c'est, dans tous les temps, une de mes premières affaires que de m'intéresser aux vôtres, je m'empresse de vous annoncer qu'elles me paraissent aller fort bien. Vous connaissez la bienveillance de l'Empereur envers vous; personne n'apprécie mieux que lui vos services et je le vois tout à fait disposé à vous accorder de nouvelles grâces : laissez à l'Empereur le soin d'en faire naître l'occasion, elle ne peut être éloignée lorsqu'il s'agit de vous. Je mets habituellement vos lettres sous les yeux de S. M., c'est vous dire que je m'attache constamment à lui faire votre cour, de la manière la plus propre à l'intéresser à votre position et à lui faire valoir vos services. Je ne sais pas mieux faire que de vous montrer et je vous obligerais beaucoup moins en me bornant à parler de vous.

Je vais me mettre en route pour Bourbon-l'Archambault et dans peu de temps je serai de retour à Paris où vous pourrez dorénavant m'adresser toutes vos lettres. Je m'empresse, mon cher général, de vous renouveler l'assurance de mon sincère attachement (2).

(1) L'Empereur à l'amiral Decrès, 26 mai 1805, *Correspondance*, t. X.

(2) Gênes, 13 messidor an XIII (2 juillet 1805), vol. 668, fol. 227.

Et ainsi mis en goût de satisfaction vis-à-vis de lui-même, sentiment qui lui était familier, Beurnonville demandait récompense sur récompense : sénateur du 1<sup>er</sup> février 1805, il sollicitait le brevet de maréchal, le grand cordon de la Légion d'honneur et enfin le collier de la Toison d'or. Tant de titres étaient sans doute pour paraître plus digne de l'alliance qu'il contractait en ce moment (20 février 1805) avec Félicité Louise Julie Constance de Durfort (1), malgré une différence de trente ans d'âge, malgré « les cheveux grisonnants et le teint basané » que lui accorde le signalement de ses passeports. Il était tout à la joie, et songeait à acheter une grande terre en France « parce qu'il est temps de se préparer une retraite solide, agréable et utile », désireux de venir promptement à Paris prêter son serment de sénateur afin d'en cumuler le traitement avec les appointements d'ambassadeur et sa solde de général (2). — Cependant il s'installait dans le plus bel hôtel de Madrid, le mieux situé (3), recevait du roi d'Espagne une boîte enrichie de diamants d'une valeur de onze à douze mille francs (4), et rédigeait en toute tranquillité d'âme des notes élogieuses sur ses propres mérites (5).

(1) Née en 1782, Mlle de Durfort se remaria en 1825 au baron Frémiot; elle mourut en 1870.

(2) Dépêche à Talleyrand, vol. 669, fol. 282.

(3) *Id.*, vol. 669, fol. 377.

(4) *Id.*, vol. 668, fol. 349.

(5) « Le général Beurnonville est entré au service en qualité de sous-lieutenance le 11 mars 1766 et depuis cette époque ses services n'offrent pas une seconde d'interruption. Il a fait toute l'avant-dernière guerre aux Indes orientales d'une manière honorable. Il était maréchal de camp au commencement de la dernière et il a sauvé toute la frontière du nord lorsqu'au mois de juillet 1792, il commandait le camp de Maulde, après la retraite de M. le maréchal de Luckner. Il a pris la plus grande part à la retraite de l'armée prussienne de la Champagne. Il est le vrai propriétaire (*sic*) de la bataille de Jemmapes qui a, la première, honoré les armées françaises. Il a rétabli au commencement de 1793 le ministère de la guerre sous les couteaux (*sic*). Il a été victime de la Révolution pendant trente-trois mois dans les cachots ennemis. Il a refait, sous le canon ennemi, la brave armée de Sambre-et-Meuse lors

Aussi son rappel, daté du 21 avril 1806, tomba-t-il sur sa tête le 1<sup>er</sup> mai comme un coup de foudre. Il avait commis l'imprudence de solliciter un congé pour soigner sa santé altérée, régler des affaires domestiques « négligées depuis 1791 », faire enregistrer son acte de mariage. La réponse trop satisfaisante fut que « S. M. jugeait utile au bien de l'État qu'il vînt remplir ses fonctions de sénateur ». Alors l'ambassadeur évincé envoya à Talleyrand et à d'Hauterive des réponses fort sèches (1), s'en fut à Aranjuez présenter ses lettres de rappel et quitta Madrid le 27 mai.

Avant l'arrivée du successeur, François de Beauharnais, — le premier secrétaire M. de Vandeuil demeura chargé de l'intérim. C'était un galant homme, agréable dans le monde, sans qualités diplomatiques, assez brouillon, bavard au delà du nécessaire, confiant au delà du permis. Dix dépêches de Beurnonville, à qui il rendait service, répètent son éloge en demandant son avancement; une facilité de plume faisait tout son mérite et les commérages du palais tout son esprit (2). — Mêlé à la vie légère de Madrid, il y pouvait ren-

de la malheureuse retraite sous les ordres du général Jourdan. Il a négocié la dernière paix avec la Russie. Il a négocié et conclu le traité du 23 mai avec la cour de Prusse et a posé les bases des sécularisations de l'Empire germanique.

« Il a négocié et obtenu 72 millions de subsides de l'Espagne pour sa neutralité. — C'est par son organe que S. M. C. a été invitée à faire passer des nouvelles lettres de créance à M. l'amiral Gravina, ambassadeur près S. M. I.

« Le général Beurnonville était aux côtés de S. M. I. les 18 et 19 brumaire. Il a déployé dans tous les temps un caractère de loyauté et de probité qui a dû lui mériter l'estime et la bienveillance de S. M. I. qui connaît son zèle illimité pour sa gloire et la prospérité de son règne.

« Madrid, le 5 frimaire an XIII.

« Le général BEURNONVILLE. » (Vol. 667., fol. 191.)

(1) Vol. 669, fol. 432 et 437.

(2) Denis Simon *Caroillon de Vandeuil* (27 juin 1775-5 avril 1850) était le petit-fils de Diderot. Auditeur au Conseil d'État (1806). Député de Langres en 1827, démissionnaire et renommé en 1830. Pair de France le 7 novembre 1839.

Prosper de Barante qui le rencontra à Madrid a donné de lui un joli portrait. *Souvenirs*, t. I, p. 168.

contrer Godoy; mais son rôle n'offrait pas assez d'autorité pour le faire participer aux secrets d'importance.

Par l'intermédiaire d'Isquierdo, les confidences du prince de la Paix à l'Empereur avaient pris en cet hiver de 1806 un caractère à la fois mystérieux et grave. Toujours vain de son pouvoir, le prince commençait à en être inquiet. La santé de Charles IV avait subi des atteintes, il pouvait disparaître tout d'un coup et avec lui l'influence de la Reine; son successeur était l'ennemi déclaré du favori. Godoy devait assurer l'avenir. On saura toujours mal les projets que poursuivit successivement cette tête légère; la nature de ses calculs voulait le secret et c'est à voix basse qu'on se fait à soi-même de semblables aveux. Gâté par la fortune, sa confiance en lui-même dépassait seule son ambition; et il est possible que parmi les intentions contradictoires qu'on lui a prêtées, il ait caressé le rêve ridicule du trône d'Espagne. En fait, n'était-il pas depuis longtemps le souverain maître du royaume? Nous pouvons nous demander qui, Napoléon ou Godoy, a posé la question de la succession de Charles IV dès l'été de 1805, mais elle est certainement abordée; parmi les dépêches reçues par Isquierdo, alors à Paris, et dont il fait passer la copie à l'Empereur, on trouve celle-ci envoyée par le favori et confiée à un courrier parti de Madrid le dimanche 14 juillet 1805 :

La note de Plaisance du 9 messidor (1) *touche le point le plus délicat, la succession au trône d'Espagne, affaire qui doit être décidée par les circonstances* et qu'il est difficile de soumettre à votre calcul et au mien; mais il faut ne jamais perdre de vue l'ennemi, et il est également nécessaire de contenir l'action de sa férocité. *Pour les combinaisons que cette affaire exige, des lettres ne suffi-*

(1) A cette date, en effet, l'Empereur avant de se rendre au camp de Boulogne est encore en Italie; mais sa correspondance officielle non plus que les *Lettres inédites* publiées par M. LECESTRE ne contiennent aucune « Note » relative à l'Espagne.

*sent pas; un entretien est nécessaire; deux heures de conversation vaudront la correspondance de six mois; calculez si vous pouvez vous absenter de Paris un mois; faites sentir la nécessité de cette absence et si elle est agréée, tâchez d'obtenir des lumières sur tous les points; ces lumières m'éclaireront, et votre bouche me dira ce que la plume n'exprimera jamais.* La décision sur ce point est de la plus haute importance (1).

Et Isquierdo se met aussitôt en route, après avoir pris l'assentiment de qui de droit :

... Ma présence auprès du prince de la Paix est nécessaire et particulièrement pour l'exécution la plus convenable des mesures énoncées dans la note de S. M. I. et R. Le prince de la Paix me dit aussi qu'il a *des instructions et des idées à me communiquer de vive voix, qu'il est impossible de transmettre d'une autre manière*; son désir est qu'à mon retour, je puisse faire connaître plus précisément et plus complètement sa pensée et surtout son dévouement à la personne de l'Empereur et *son adhésion à toutes les dispositions de S. M. I. et R. tant connues qu'à connaître.* Mon voyage, si S. M. continue de l'agréer, durera probablement cinquante jours (2).

Le prince de la Paix, envisageant d'un cœur léger la fin des Bourbons d'Espagne, n'a peut-être pas osé énoncer jusqu'au bout ses prétentions à leur couronne. Trafalgar d'une part, Austerlitz de l'autre ont sans doute modifié le ton des conversations de Napoléon et donné un autre tour à ses desseins. Godoy continue ses insinuations, mais avec ambiguïté, et l'esprit si net de l'Empereur s'impatiente de ces biais; le 13 mars 1806 il lui fait écrire : « Il faut que le prince de la Paix dise ce qu'il désire. » — Isquierdo transmet cette réponse : « Ce prince, glorieux d'avoir occupé quelques moments la pensée de S. M., — dans la confiance que des

(1) AF IV, 1679, 2<sup>e</sup> dossier, n<sup>o</sup> 71.

(2) Paris, 1<sup>er</sup> jour complémentaire an XIII (18 septembre 1805). — AF IV, 1679, 2<sup>e</sup> dossier, n<sup>o</sup> 80.

paroles si précises et si sacrées inspirent, soumet sa destinée aux vues de S. M. (1). » Et après ces platitudes amphibologiques, il conclut très clairement : il demande, pour en être le souverain, « un séjour indépendant entre l'Espagne et le Portugal ».

Ayant amené l'interlocuteur à dire sa pensée, Napoléon tait la sienne et laisse désormais un espoir flotter vaguement devant les yeux ; il profite de la confiance pour préciser seulement ses propres exigences ; elles sont très lourdes mais très simples : de l'argent, des hommes et le blocus contre les Anglais. — Un Espagnol a nettement accusé son compatriote Isquierdo d'avoir livré à Napoléon, en retour des sourires quémandés par Godoy, 24 millions de francs appartenant à la Caisse de consolidation de Madrid (2). Il cite même la date : 10 mai 1806. Il fait sans doute une allusion aux combinaisons financières réglées, ce jour-là en effet, à Paris, par Talleyrand, Mollien et Isquierdo à propos du subside mensuel, et que le cabinet espagnol ratifia purement et simplement à Aranjuez la semaine suivante (3). — Pour le blocus, condescendances identiques à des prétentions qu'on ne pouvait davantage repousser : une note officielle de Paris réclamera l'interdiction des ports espagnols, même aux navires suédois (4). M. de Cevallos s'inclina sous la seule réserve de prévenir la légation de Suède que cette mesure lui était inspirée par le cabinet des Tuileries (5).

La France impériale se maintenait donc dans les meilleurs

(1) 4 avril 1806. — A. F. IV, 1680.

(2) Comte de TORENO, *Histoire du soulèvement et de la guerre d'Espagne*, t. I, liv. I<sup>er</sup>, p. 8.

(3) Vol. 669, fol. 454, 455.

(4) Vol. 669, fol. 497.

(5) Le roi de Suède rappela son ministre à Madrid ; M. d'Adlerberg demanda ses passeports et alla attendre les événements à Lisbonne (septembre 1806).

termes avec la cour d'Espagne qui ne lui refusait rien, et pour cause. Le ton de la correspondance de Napoléon est toujours un excellent baromètre du degré de ses exigences envers ses alliés. En ce moment, plus de phrases hautaines, d'arrogance ou de menaces : des lettres polies et quand la jeune princesse des Asturies meurt tout à coup, avec un à-propos qui fit murmurer tout bas le mot d'empoisonnement, il fait partir avec des condoléances autographes un courrier extraordinaire auprès du Roi et de la Reine. Bien plus, il veut que l'Espagne soit de moitié dans les pourparlers de paix réputés possibles avec l'Angleterre; il en prévient obligeamment Charles IV en même temps qu'il échange avec Marie-Louise de gracieuses politesses sur le succès des armées :

Je ne saurais assez remercier V. M. des choses aimables qu'elle veut bien me dire sur les événements de la dernière campagne. Je la prie d'être convaincue de l'intérêt que je porterai constamment à sa fille la reine d'Étrurie qui se distingue par tant de belles qualités (1).

Le messager de ces courtoisies était un homme d'esprit débutant dans la carrière politique, Prosper de Barante, et il nous a laissé un charmant croquis de son voyage. Il se croyait porteur des plus grands secrets d'État et, dans sa célérité novice, brisa une voiture pour arriver à Madrid en soixante heures (2). Conduit le jour même à Saint-Ildephonse pour être présenté à Leurs Majestés, il vit le Roi, au retour de la chasse, offrir son gibier à la Reine, le prince de la Paix ne pas craindre de parler haut devant ses maîtres, le prince des Asturies affecter de se parer des insignes de la Légion d'honneur; et il ne quitta l'Espagne qu'après avoir assisté à ce que

(1) 5 août 1806, *Correspondance*, t. XIII.

(2) Par une erreur de mémoire, dans ses *Souvenirs* (t. I<sup>er</sup>, chap. iv), M. de Barante indique le 27 août, c'est en réalité le 17 qu'il arriva. Il retourna à Paris le 9 septembre.

le bon roi Charles IV estimait la plus grande réjouissance qu'il pût offrir à un étranger de distinction : le « baise-main » de la Saint-Louis et les grandes eaux de Saint-Ildephonse (1).

Ces enfantillages souverains caractérisent la bonhomie du Roi et la familiarité de ses sujets sur cette terre d'Espagne, pauvre mais paisible et sans doute heureuse dans cette tranquillité de vie.

Des préoccupations d'un autre ordre agitaient Napoléon ; ce n'était point avec des jets d'eau qu'il divertissait les peuples d'Allemagne ou d'Italie. Donner Naples et la Hollande à ses frères, Lucques et Parme à ses sœurs, faire des princes souverains de ses généraux et de ses ministres, leur partager vingt duchés en Italie, renverser le Saint-Empire, élever la Confédération du Rhin, c'étaient là « ses espiègleries » de 1806. Un vent nouveau soufflait et la terre paraissait lasse de la guerre. « Napoléon se rendait compte que le vœu général pour la paix formait le fond des acclamations du peuple sur son passage » (2). Pitt était mort d'amertumes et de déceptions ; son successeur Fox faisait des ouvertures d'accommodement et l'Empereur semblait souscrire à des transactions loyales,

(1) « Il montrait lui-même les grandes eaux à la populace accourue pour la fête et qui se pressait dans le jardin. Il aimait à être témoin de cette curiosité des paysans et des muletiers parmi lesquels il était bousculé. Il faisait ouvrir les robinets et quelquefois y mettait la main. Il y avait une certaine fontaine qui aspergeait les spectateurs au moment où ils s'y attendaient le moins. Depuis vingt ans, le Roi ne se blasait pas de cette espièglerie. Ne pas l'accompagner à cette partie de plaisir, ne pas être à côté de lui dans cette cohue, c'était mal faire sa cour, et les officiers du palais n'y manquaient pas. Le corps diplomatique le considérait comme un devoir... Lorsque je me présentai à Saint-Cloud, l'Empereur me dit :

— Eh, bien, comment vous a-t-on reçu ?

Je répondis par une phrase assez sottre : — Envoyé par le vainqueur d'Austerlitz, je ne pouvais être que bien reçu.

L'Empereur, sans me faire sentir le mauvais goût de ma réponse, me répliqua tout simplement : — Ils ont toujours été fort bien pour nous. » Baron DE BARANTE, *Souvenirs*, t. I, p. 173.

(2) A. SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, t. VII, p. 28.

quoique le 15 février il ait garanti l'intégrité de son territoire à la Prusse qui « possédera en toute souveraineté les États du roi d'Angleterre en Allemagne ». En secret, lord Yarmouth entamait à Paris des négociations pour le cabinet de Londres (1); pour celui de Saint-Petersbourg M. d'Oubril venait traiter avec la même discrétion (2). Un moment tout parut s'accommoder au gré de ces ambitions ou de ces lassitudes. La dernière difficulté demeurait le sort de la Sicile : la laisser aux Bourbons, Napoléon ne le voulait absolument point; il imagina un instant, pour la mieux prendre et la plus sûrement garder, une de ces compensations qui lui coûtaient peu : offrir à Ferdinand IV les îles Baléares. L'Espagne, sans le prévoir ni s'en douter, eût paru au contrat, en payant les frais de l'acte. C'est ainsi que Napoléon n'oubliait jamais l'existence de ses « alliés ».

Les choses furent poussées jusqu'au bout, puisque le 20 juillet d'Oubril signait à Paris le traité et partait en Russie, pour obtenir sa ratification. L'empereur Alexandre la refusa. Une promesse d'honneur le liait aux intérêts de Caroline de Naples. Les Anglais ne prétendaient pas non plus renoncer à leur influence sur la Sicile. Puis Fox mourait subitement (13 septembre 1806), sorte de victime de l'idée de la paix comme Pitt l'avait été du principe de la guerre. Les déceptions suivaient les espérances et l'irritation réciproque d'avoir perdu du temps en pourparlers stériles rendait chacun désireux de recommencer sans retard la lutte.

À voir remuer tant d'ambitions, Godoy ne calmait pas les siennes, il était seulement hésitant à choisir, pour les satisfaire, le camp où il devait se ranger. Napoléon mettait une réserve marquée à encourager ses goûts de principauté souveraine; mais Napoléon s'éloignait : il se trouvait en

(1) COQUELLE, *Napoléon et l'Angleterre* : Les Négociations de 1806.

(2) Armand LEFEBVRE, *Histoire des cabinets de l'Europe*, t. II, chap. XIX.

Allemagne aux prises avec des difficultés obscures qui le retiendraient longtemps et desquelles peut-être il ne saurait se retirer. Tout près, le ministre de Russie parlait d'une coalition nouvelle et ce n'étaient point des rêves creux : voici la Prusse, surexcitée par une folie guerrière, qui va donner le signal; l'Autriche attend sans doute, mais elle n'oublie pas qu'elle a à venger le passé; la Russie entretient avec Berlin des relations qui vont se changer en alliance; la Suède est intimement liée à l'Angleterre; et l'Angleterre doit retrouver avec un ministère moins pacifique toute la force de son implacable ténacité. L'heure sonnait donc d'entrer dans la coalition européenne; une armée espagnole prenant à revers les Pyrénées dégarnies courait les chances d'un succès et après c'était pour son chef une position inébranlable : prince de la Paix aujourd'hui, demain prince de la Victoire, sans doute, peut-être mieux encore; et à ne pas oser rêver le trône de Charles-Quint, du moins un royaume taillé dans quelques belles provinces n'était plus à refuser au « vainqueur » de Napoléon vaincu. M. de Strogonoff (1) pouvait d'autant mieux soutenir ces pensées qu'il était pleinement sincère : il se trouvait en parfait accord avec sa Cour et avait ignoré les pourparlers de son compatriote d'Oubril à Paris; tout le faisait « anglais » : ses instructions de Saint-Pétersbourg, ses relations diplomatiques avec Londres où il avait vécu, son inclination pour la jeune et jolie ambassadrice de Portugal la comtesse d'Ega. Dans son salon on parlait avec une sympathie ardente des nations victimes de l'ambition de Bonaparte, et les malheurs des cours de Lisbonne, de Berlin, de Palerme et de Vienne entretenaient

(1) Grégoire Alexandrovich, baron, puis comte (1826) *Strogonoff* (1770-1857); diplomate russe. Ambassadeur à Madrid (1805-1808); à Stockholm. Envoyé à Constantinople (1821). Membre du conseil de l'Empire (1827). Ambassadeur extraordinaire en Angleterre (1838). Grand chambellan (1846).

un sentiment de résistance chevaleresque dont M. Strogonoff avait des raisons tout intimes de se faire le serviteur passionné.

Godoy voulait jouer sa partie dans ce concert belliqueux : les colonels des régiments de milice reçurent l'ordre d'être rendus dans leur arrondissement le 20 octobre ; pour porter les bataillons sur le pied de guerre on prépara les *quintas*, levées par le tirage au sort ; les recruteurs cherchèrent des volontaires et les remontes se pourvurent de chevaux ; des dons patriotiques furent sollicités et des contributions particulières demandées aux caisses de chaque province. Mais tout cela sans décision royale, sans ordre officiel, dans l'incertitude du commandement, l'ignorance du but, l'imprevu de la mesure ; l'étonnement et l'incohérence augmentèrent la confusion. — Impuissant à reconstituer des régiments anémiés, incapable de présider un aussi grand mouvement, dont les Espagnols étaient déshabitués depuis douze ans, croyant avoir tout fait pour avoir prononcé à voix basse quelques paroles et envoyé sous le manteau quelques ordres, le « généralissime » ne songea plus qu'à masquer sa conduite au représentant de la France. Dissimuler sa pensée lui était un rôle familier et la puérité de cette tromperie constante avec un homme qu'il rencontrait sans cesse lui parut le dernier mot de la finesse politique. A être dupe, Vandeuil mettait du moins la meilleure grâce du monde. Toute l'agitation brouillonne dont le bruit parvenait jusqu'à lui ne l'inquiétait pas. Le prince de la Paix affecta en sa faveur les confidences, mais si maladroites et si contradictoires, qu'un esprit plus avisé n'y eût pas été pris longtemps. Le 3 juillet il lui annonce tout bas que l'armée était portée à 60,000 hommes... pour marcher contre le Portugal ; le 14 juillet c'est pour prendre Gibraltar ; le 23 septembre afin d'entrer efficacement dans l'alliance française contre la coalition anglo et prusso-russe ; le 2 oc-

tobre, décidément les troupes vont se porter sur Lisbonne (1). Et, dans une de ses petites ruses qu'il affectionne, comme s'il ne faisait que développer un plan dès longtemps concerté entre eux, Godoy manifeste sa surprise de n'avoir pas encore reçu de l'Empereur des encouragements et des conseils.

A distance Godoy se montre courageux, le silence de la France l'excite ; sa jactance se donne carrière et la maladresse de ses indiscretions grandit avec l'affectation de ses propos. Dans ses appartements, qu'une foule agitée encombre, il lui échappe, devant les généraux, des traits de forfanterie ridicules. On parle de mobiliser une armée et l'on n'a rien de prêt, de conquérir sans un plan de défense raisonnable ; on éprouve d'insurmontables embarras lorsqu'il faut pourvoir aux moindres dépenses, et sans savoir exactement ce que l'on peut, ce que l'on veut, on bourdonne autour de la ruche. — Un certain sentiment de mystère et de chevalerie devient à la mode : dans les *tertullias* de Madrid les jeunes gens paraissent en uniforme, reçoivent des adieux, échangent des serments, à la *Puerta* les guitares accompagnent les refrains militaires, les *naranjeras* parent leurs oranges de rubans aux couleurs nationales, sous les arcades de la *Plaza Major* les bourgeois devisent gravement de stratégie et de tactique, au *Prado* l'éventail des belles promeneuses salue les officiers qui les croisent, avec une sympathie éloquente et le soir, au *Retiro*, sous les étoiles, la fierté castillane rêve tout haut d'une patrie triomphante et d'une gloire retrouvée. Celui qui a mis la cloche en branle si à l'étourdie ne peut plus couvrir sa voix, mais elle tinte faux et rend un son grêle. Le 15 octobre on apporte de l'Escurial une proclama-

(1) Vol. 670. « Vandeul, fort jeune alors, était seul dans l'ignorance de ce qui se passait. Il s'était laissé abuser par le langage artificieux du prince de la Paix et, dans l'innocence de ses pensées, il croyait très sincèrement à un projet de guerre contre le Portugal. » LEFEBVRE, *Histoire des cabinets de l'Europe*, t. III, p. 295.

tion pompeuse qui demande des soldats, engage l'Andalousie et l'Estramadure à fournir des chevaux. Sur les places la foule s'amasse et lit cette phraséologie apocalyptique :

Venez, mes chers compagnons, je vous accueillerai avec reconnaissance; je vous en offre dès aujourd'hui l'hommage... Si nous ne sommes pas forcés de croiser nos armes avec celles de nos ennemis, vous n'encourrez pas le danger d'être notés comme suspects et d'avoir donné une fausse idée de votre loyauté... Mais si ma voix ne peut réveiller en vous les sentiments de votre gloire, soyez vos propres instigateurs; devenez les pères du peuple au nom duquel je parle, que ce que vous lui devez vous fasse souvenir de ce que vous vous devez à vous-mêmes, à votre honneur et à la religion sainte que vous professez !

Vandeul enfin comprend qu'il assiste à un spectacle insolite : ses dépêches sonnent l'alarme si ses yeux ne s'ouvrent pas entièrement; cette proclamation stupéfiante, loin de l'éclairer, l'aveugle ; il remarque que l'opinion est persuadée que contre la France retentit cet appel aux armes, mais il ajoute bonnement — il a tort de mettre ces naïvetés en langage chiffré :

Bien des personnes supposent que le prince de la Paix est de mauvaise foi en ce moment. Je suis de l'avis tout contraire... La proclamation est l'objet du regret général, moins parce qu'on trouve que c'est le Roi qui aurait dû parler à ses peuples, que parce qu'il était impossible de leur parler plus mal (1).

Pendant deux semaines Godoy avait attendu l'heure propice de publier son manifeste, et la malchance d'une fortune traîtresse lui faisait choisir pour tirer l'épée contre nous le jour précis de la bataille d'Iéna! On comprend avec quel effroi il reçut la nouvelle de cette victoire. Il estima que l'audace d'un mensonge couvrirait la forfanterie de l'attaque. Il courut chez M. de Vandeul, paya de mine et inventa tout

(1) Dépêche du 16 octobre 1806, vol. 670, fol. 372.

un roman : « Avant de partir pour l'Allemagne S. M. l'Empereur m'a fait part de ses projets ; les forces que sa fidèle alliée l'Espagne préparait pour lui sont toujours à sa disposition. Où Sa Majesté désire-t-elle qu'elles soient portées? » — Vandeul saisissait sa plume et écrivait sur-le-champ à Talleyrand :

En me faisant une pareille communication, le Prince a eu sans doute en vue qu'on en rendisse compte à V. Exc. et il ne peut qu'être agréable pour moi de vous transmettre, Monseigneur, les assurances d'un dévouement aussi loyal (1).

Si Napoléon se trouvait mal renseigné par un agent crédule (et plus tard il ne manqua pas de fulminer contre lui), la faute première ne lui incombait-elle pas? Au moment de marcher contre la coalition européenne il était bien imprudent de laisser derrière soi sans ambassadeur, sans un ministre rompu au métier, le poste de Madrid et d'abandonner les affaires de la péninsule à un novice. La diplomatie, comme les armées, pour réussir a besoin d'audace et de force ; sans lui, les généraux de Napoléon n'osaient pas gagner la bataille ; loin de sa main, les diplomates s'endormaient.

Charles IV avait autant de franchise que de naïveté, il savait mal feindre. A la première réception de la Cour, taciturne et embarrassé, il se tira d'affaire en n'adressant la parole à aucun membre du corps diplomatique sur la victoire de son auguste allié.

J'ai attribué cette réserve, dit l'excellent Vandeul, au désir de ne pas affliger le ministre de Russie et le chargé d'affaires de Prusse et de Saxe, par des félicitations manifestement pénibles pour eux ; j'ai tâché aussi d'expliquer cela par l'impression de tristesse que le moral du Roi paraît avoir reçu de sa dernière indisposition, et tout franchement il est encore fort possible que

(1) 27 octobre 1806, vol. 670, fol. 393.

S. M. n'ait pas jugé à propos de témoigner, à un simple chargé d'affaires, des sentiments de satisfaction fâcheux pour un auditoire où se trouvaient des ministres.

D'ailleurs, le prince de la Paix a un langage qui supplée en toute occasion à celui de la Cour et dans celle-ci j'ai eu grandement à me louer de ses démonstrations de contentement et de l'obligeance qu'il a bien voulu mettre à me fournir les moyens de propager l'heureuse nouvelle... Il m'a témoigné des regrets sur la mauvaise inclination des esprits pour la cause de l'Angleterre et m'a renouvelé ce qu'il m'avait précédemment dit du besoin continuel qu'il avait à Madrid même de la protection et de l'appui de l'Empereur. Cette explication a été assez amicale pour que le prince ait pensé qu'il pouvait, sans inconvénient, me parler des difficultés que l'âge et certains préjugés du Roi lui suscitent chaque jour dans l'accomplissement des promesses faites à S. M. I., et spécialement dans l'exécution des mesures entreprises pour la régénération de l'armée.

... Je ne lui ai pas caché que mon premier devoir était d'informer V. Exc. des manières particulières qui ont caractérisé depuis quelque temps nos entretiens, et il m'a semblé qu'en cela même, je saisisais la véritable intention de ce prince dont toutes les assurances tendent à donner l'opinion qu'il n'est guidé dans son système actuel que par un dévouement sans réserve aux vues de S. M. Impériale (1).

Godoy, qui multipliait les visites à l'ambassade de France pour étaler ses bonnes intentions, avait arrêté tout préparatif d'armement et il couronnait ses platitudes matoises par une lettre à l'Empereur. Nous avons l'original aux archives de la secrétairerie d'État :

Les innouïs exploits de V. M. I. et R. me font un devoir de lui féliciter de ses triomphes sans exemple et du bonheur de conserver une santé si précieuse au milieu de tant de fatigues et de travaux si rudes. Ma sincérité, qui jamais ne s'est démentie, m'autorise pour réclamer de V. M. I. et R. l'estime dont elle m'a toujours honoré. Les injustes soupçons ne peuvent trouver jamais lieu

(1) 6 novembre 1806, vol. 670, fol. 408.

dans les cœurs magnanimes et généreux, mais la malignité des courtisans m'est si bien connue que je ne serois pas étonné que mes efforts pour compléter une petite armée de 80.000 hommes et dont l'objet n'est pas ignoré par V. M. I. et R. eussent été présentés sur le jour le plus odieux, en me prêtant les vues les plus absurdes et en supposant que la sort de l'Espagne pourroit être regardé comme séparable de celle de la France, surtout par moi qui ai mis toujours toute ma gloire dans les liens formés et soutenus par mes efforts entre nos deux nations.

Le décret de V. M. I. et R. par lequel on déclare en état de blocus les îles britanniques regarde particulièrement l'Espagne puisque nulle autre puissance possède une si grand' extension de pays dans l'Amérique. Cette sage mesure étoit de la plus haute importance et elle est marquée au coin du sublime génie de V. M. I. et R. Je m'attendois à un coup politique de cette espèce, et en conséquence il y a tems que je négociois après le St-Père pour obtenir la sécularisation des biens ecclésiastiques, afin de pouvoir faire face en partie à tant de dépenses si urgentes dans cette époque où toutes les ressources de nos colonies nous sont absolument obstruées...

J'espère que V. M. I. et R. aura la bonté de regarder ces considérations comm'un effet de mon absolu dévouement à son auguste personne et comm'un sincère témoignage de ma plus haute considération aux talents si sublimes en tout genre avec lesquels la nature a formé de V. M. I. et R. le modèle le plus parfait d'un héros dont il n'y a d'exemple dans l'histoire : et si elle a la bonté de me continuer sa bienveillance, j'aurai l'honneur d'user de ce même moyen lorsque les relations ministérielles me paroissent s'écarter du bout précis de la vérité (1)...

Méprisant l'homme, dédaignant le ministre, fort de sa faiblesse, Napoléon parut croire à ces démonstrations cordiales; à Cambacérès, qui avait manifesté un certain émoi de l'attitude de Godoy, il répond :

Où avez-vous été chercher que l'Espagne était entrée dans la

(1) A Madrid ce 21 décembre 1806. — AF IV, 1680, 7<sup>e</sup> dossier, n<sup>o</sup> 23. Original.

coalition? Nous sommes au mieux avec l'Espagne, et cela prouve bien le danger des fausses nouvelles (1).

Et à Fouché :

Je ne sais où vous avez été déchiffrer à Paris, que l'Espagne était contre la France. C'est une imagination des Anglais pour vous inquiéter (2).

Fit-il pas mieux que de se plaindre? Toutefois, rien de tout cela ne se perdit dans son esprit; ses sentiments s'accroissaient : du dédain, puis de la colère, le désir enfin d'empêcher le retour d'un péril analogue, de devenir le maître de cet allié si peu fort et si peu sûr. Pour aujourd'hui : face au nord, il faut arrêter les Russes qui avancent; mais au premier loisir, tournant la tête vers le midi, l'Empereur songera à cet Espagnol qui s'est trop avancé aussi.

(1) Berlin, 16 novembre 1806, *Correspondance*, t. XIII.

(2) Berlin, 24 novembre 1806, *id.*

## CHAPITRE III

### LE TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU

(1807)

Le marquis François de Beauharnais. — L'Espagne adhère au Blocus continental. — L'Empereur lui demande de fournir un contingent militaire. — Corps expéditionnaire pris en Toscane et envoyé en Hanovre. — Godoy nommé Grand Amiral et Altesse. — Querelle d'étiquette entre lui et M. de Beauharnais. — Le mécontentement des Espagnols s'accroît. — Mesures du prince de la Paix contre le prince des Asturies et ses amis. — Intrigues du favori pour assurer son influence à la mort prévue de Charles IV. — Charges et faveurs nouvelles qu'il se fait octroyer. — Deux partis rivaux se forment.

Intrigues de Ferdinand et de M. de Beauharnais. — Entrevues secrètes avec le chanoine Escoïquitz. — Projet d'un mariage « français ». — Beauharnais blâmé par l'Empereur. — Silhouettes du prince de la Paix et de la famille royale. — Tilsitt. — Le Blocus continental. — Menaces forcées de l'Espagne contre le Portugal. — Défenses dilatoires de la cour de Lisbonne. — Politesses entre M. de Beauharnais et M. de Strogonoff. — Procédés violents de l'Empereur. — Rupture avec le Portugal.

La cour à Fontainebleau. — Conférences secrètes de Duroc et d'Isquierdo. — Premier projet de l'Empereur. — Conseils de Talleyrand. — Traité du 27 octobre 1807. — La convention secrète. — Remerciements emphatiques de Godoy.

## I

En des affaires si graves, à lui supposer les moyens qui lui faisaient défaut, M. de Vandeuil se sentait écrasé par les événements. Sa nomination d'auditeur au Conseil d'État le rappela opportunément à Paris. Le nouvel ambassadeur se

trouvait tout au contraire une manière de personnage, un homme de qualité, un important.

François de Beauharnais, fils du marquis de la Ferté Beauharnais, chef d'escadre et gouverneur de la Guadeloupe, n'était rien moins que le propre beau-frère de l'impératrice Joséphine. Remarié à la baronne de Cohausen, il possédait de sa première union avec sa cousine Marie de Beauharnais une fille que son dévouement conjugal devait rendre célèbre : la comtesse de Lavalette. Peut-être avait-il quelque peu délaissé sa belle-sœur aux jours sombres de la Révolution et aux jours trop gais du Directoire, mais, dès les splendeurs du Consulat, il s'était retrouvé excellent parent et Joséphine ne lui montra pas un visage moins accueillant qu'aux autres membres de la famille. Il fallut bien faire quelque chose et quelque chose de distingué pour ce quasi beau-frère de l'Empereur. Une ambassade était un poste représentatif tout indiqué : il fut nommé ministre plénipotentiaire auprès de la reine d'Étrurie (1). C'est de cette petite cour florentine de la fille du roi d'Espagne qu'il était appelé à devenir ambassadeur chez le roi d'Espagne lui-même (2). Un rapide séjour à Paris : le temps de recevoir la Légion d'honneur et le grand cordon de la Couronne de fer, — et il passa, fort enchanté de cette fortune, des rives de l'Arno au bord du Manzanarès. Il débarqua à Madrid le 23 décembre 1806.

M. de Talleyrand avait eu soin de le munir d'instructions précises sur les points importants de l'alliance : nécessité de restaurer la marine espagnole, dégager la cour de Madrid de ses derniers liens avec celle de Palerme, entretenir des rapports parfaits avec le prince de la Paix (3). Un dernier billet, daté de Berlin, lui rappelait que « dans les circonstances

(1) Mars 1805.

(2) 16 mai 1806.

(3) *Appendices*, I.

actuelles, Madrid était devenu un point d'observation des plus importants » (1).

Dès son arrivée, celui qu'il venait surveiller, le prince de la Paix l'accabla de politesses affectées et lui remit une note officielle écrite en français sur le machiavélisme de la perfide Albion et les ruses du gouvernement britannique « qui semblait avoir renoncé à tous les principes de l'ordre social ». Godoy avait dépassé la mesure et du premier coup éveillait les soupçons de Beauharnais :

Soit défaut d'usage, soit défaut d'élévation, l'urbanité de ce Prince m'a paru outrée. J'espérais le trouver naturel et grand dans ses prévenances, je l'ai plutôt vu embarrassé, timide et même craintif;... j'aurais désiré moins de mots et plus de preuves... Ou je me trompe ou l'homme doit être dans l'habitude de promettre facilement et de se rétracter de même... Je doute s'il est susceptible d'être constamment électrisé par l'idée de la gloire. Je crois plutôt, qu'habitué à la mollesse, il voudrait se dissimuler à lui-même le secret des moyens dont il peut disposer, ou du moins le dissimuler aux autres... Je l'ai trouvé au-dessous de l'idée que je m'en étais formé; ce doit être un homme dont on obtient davantage par la fermeté que par le raisonnement ou la persuasion. Je lui crois peu de courage moral; son talent est très ordinaire et sa franchise peut paraître suspecte (2).

Charles IV se montra tout à fait lui-même dès l'audience de réception :

J'ai été frappé de la contenance difficile de ce monarque, ce que j'ai attribué à l'embarras du cérémonial; je n'ai pas moins été surpris de la faiblesse de sa conversation... Sa M. m'a paru d'une santé infiniment altérée; ni le moral, ni le physique n'ont de vigueur... (3).

En sorte qu'avec des interlocuteurs d'apparence si médio-

(1) Talleyrand à Beauharnais, 9 novembre 1806, vol. 670, fol. 413.

(2) Beauharnais à Talleyrand, 1<sup>er</sup> janvier 1807, vol. 671, fol. 4 à 7.

(3) *Ibid.*, fol. 8.

cre, la conversation ne devait être qu'une série de demandes, souvent impérieuses. Encore plus annihilé qu'à la coutume par un accès de rhumatisme, Charles IV acceptait tout et se réjouissait des triomphes des armées françaises dans son espérance de leur voir enfin conquérir le repos de l'Europe. Il parlait « paix », Napoléon répondait : *para bellum* et accentuait ses exigences sur le Blocus continental (1).

Avec des moyens à leur portée, Charles IV et le prince de la Paix croyaient faire merveille en offrant à l'Empereur, pour remplacer le cheval de bataille qu'il venait de perdre, quatre coursiers magnifiques, de la plus belle robe isabelle; mais S. M. I. et R. avait, en fait de cadeaux, des prétentions plus sérieuses : Elle demandait un concours militaire de 4,000 chevaux et de 10,000 fantassins, de 25 canons attelés pour les envoyer, soldés par leur pays, mais entretenus par la France, dans le Hanovre contre les Anglais. « Ma lettre vous est portée par un courrier extraordinaire, écrivait Talleyrand (2), c'est vous dire combien l'Empereur s'attache à voir adopter promptement la mesure qu'il propose. » Par une compensation tellement ironique qu'elle paraissait insolente, il envoyait, pour être incorporés à l'armée espagnole, 10,000 prisonniers prussiens dont il ne savait que faire. Et dans sa satisfaction de s'être si fort à propos débarrassé de ce glorieux fardeau, il parlait d'en envoyer 15,000 autres. « On les placera, disait-il, dans les garnisons de l'intérieur. » Le débonnaire Charles IV trouva pourtant la coupe pleine, il refusa avec une certaine ténacité d'entretenir tout ce monde en sus de sa propre armée.

Le corps expéditionnaire de Hanovre, sélection des régiments de la péninsule, se mettait en marche sous les ordres

(1) L'Espagne y adhéra officiellement le 19 février 1807.

(2) 15 décembre 1806, vol. 670, fol. 477.

du général marquis de la Romana (1). Au mois de juillet il arriva en Allemagne. Il y était rejoint par le général O'Farill, Napoléon ayant *consenti* à ce que le contingent cantonné en Toscane fût compris dans le chiffre total de l'effectif qu'il réclamait. Il attachait de l'importance à bien traiter et équiper convenablement ces auxiliaires, il recommanda de les faire voyager en poste de Bayonne à Mayence, témoignait sa satisfaction aux préfets qui les recevaient à leur passage, et tenait surtout à faire croire à une alliance étroite, doublant volontiers, aux yeux de l'Europe, le nombre de ces auxiliaires forcés (2). Certes tout danger d'une attaque par les Pyrénées était loin de son esprit à cette heure; on eût pu raser les défenses de Saint-Jean-Pied-de-Port et de Bellegarde; contre quels Espagnols auraient-elles pointé leurs canons? Pour Godoy, dans la peur immédiate d'un conflit, dans l'espoir lointain d'une récompense, il prêtait les mains à tout, persuadant presque aussi facilement le Roi que la Reine des services qu'il rendait à la monarchie. Généralissime d'une armée qui s'émiettait loin du royaume, il lui sembla qu'une situation nouvelle lui était nécessaire au moment où la force militaire de la péninsule devait se concentrer dans les débris de sa marine: il voulut devenir grand amiral; et ce titre, qui depuis don Juan d'Autriche n'avait été porté que par l'infant don Philippe, Charles IV le conféra solennellement à un

(1) Le commandant BOPPE (*Les Espagnols à la Grande armée*) dit 14,809 soldats, d'après des renseignements qui lui sont venus du ministère de la guerre de Madrid. — J'adopte plus volontiers les chiffres du général de Kindelan, commandant en second les troupes: 16,810 hommes, officiers compris (556), et 3,240 chevaux. Note originale, *Espagne*, vol. 671, fol. 217.

(2) « Il est très convenable que vous disiez à M. de Vincent, en forme de conversation, et que vous écriviez à M. Andréossy que 30,000 Espagnols sont déjà entrés sur mon territoire et sont en marche pour se rendre en Hanovre. Il n'y aurait pas de mal d'en faire mettre un article dans les journaux, sous la rubrique de Madrid... » L'Empereur à Talleyrand, 7 avril 1807.

homme qui n'avait jamais commandé un canot (1). — On y ajouta le titre « d'Altesse Sérénissime », puis la présidence du Conseil d'État. — Et pour répondre dignement à l'abdication morale du monarque, la platitude des sujets se donna carrière : les tribunaux, les corporations mirent pompeusement en marche leurs délégués, les régiments envoyèrent des détachements à Aranjuez, les musiques militaires offrirent un concert, les édifices publics et même beaucoup de maisons particulières se parèrent d'illuminations, des représentations gratuites ouvrirent les théâtres à la populace et le corps diplomatique se rendit chez le prince pour lui adresser son compliment.

Froissée, tout à la fois inquiète et jalouse, la Grandesse seule parut, en majorité du moins, refuser ses applaudissements à cet éclat inconvenant. Godoy répondait dédaigneusement à sa hauteur par l'insolence de faveurs nouvelles et l'étalage de la toute-puissance de son immoralité. La maîtresse que Madrid se montrait du doigt et que la Reine n'osait briser dans sa fureur rivale : Joséphine Tudo, devenait comtesse de Castelfiel et vicomtesse de Rocafuerte ; ces titres, appuyés d'une « Grandesse », étaient réservés aux bâtards qu'elle avait donnés à Godoy.

Ce parvenu débauché qui se jouait sans vergogne de son pays et de son roi, de la famille et de Dieu, s'agenouillait devant une autre puissance : non pas seulement Napoléon vainqueur de l'Europe, mais tout simplement son ministre Talleyrand, lui aussi doté d'une principauté et décoré de l'« Altesse sérénissime » : « Je profite de l'occasion pour mettre à vos pieds cette charge dont le Roi mon maître vient de m'honorer. »

Titres, honneurs, fonctions courbaient définitivement l'Es-

(1) 13 janvier 1807. Voir aux *Appendices*, II.

pagne sous le talon du favori. Les hommes placent toutes choses au niveau de leur pensée; M. de Beauharnais ne vit dans cette mainmise qu'une question d'étiquette; inconscient des réalités, il se cabra devant la forme; l'idée de donner de l'« Altesse » à ce petit cadet d'Estramadure le jeta hors de lui et il continua à se borner au mot tout sec de « Prince ». — Le « Prince » voulut mieux et ce fut une véritable affaire :

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Personne ne se trouve plus exempt des préjugés vulgaires que moi, personne n'est plus amant de la franchise, de cette vertu que tout le monde se fait un devoir d'avouer. Cependant je ne puis moins de faire à V. E. une observation. — L'honneur de la correspondance officielle que j'entretiens avec V. E. en vertu du poste que j'occupe, m'a fait remarquer qu'elle méprise les formalités et qu'elle ne se soucie point de me donner le traitement que mon souverain a daigné m'accorder et que S. M. I. et R. elle-même me dispense. — Si cette correspondance était d'amitié, je serais vraiment charmé de l'honneur que V. E. me fait en me traitant confidentiellement, mais étant ministérielle et devant être soumise souvent aux souverains, c'est selon mon sentiment, qu'on devrait y adopter les formalités de style. Il s'en faut de beaucoup que je soupçonne votre honnêteté et c'est en conséquence que je vous prie de me donner une petite explication si c'est par ordre de votre Cour ou bien par un défaut d'oubli de la mienne à faire part à V. E. de la résolution et décret de S. M. au sujet de ma décoration... (1).

Beauharnais s'entêta; Godoy se vengeait en écrivant sur un ton cavalier : « Mon cher ambassadeur », lequel cessa la correspondance. Et il fallut que Cevallos prit officiellement la plume pour que, grâce à l'esprit de ces deux grands hommes d'État, les rapports entre leurs deux pays ne fussent

(1) Le prince de la Paix à M. de Beauharnais, 29 mai 1807, vol. 671, fol. 309.

pas arrêtés. — Consulté sur ce cas de chancellerie, Talleyrand répondit (sa réponse est datée de Tilsitt et l'on peut croire qu'il avait là d'autres préoccupations en tête) que c'était une affaire de cérémonial intérieur, que Charles IV avait bien le droit de conférer un titre au prince de la Paix, qu'il était donc poli de le lui accorder dans les relations sociales. — M. de Beauharnais demeura ulcéré, et d'ailleurs à ce moment il était fort étrangement engagé à pleines voiles dans les intrigues de la Cour et, contre Godoy, avec une âpreté qui devenait personnelle, sous main, il avait lié partie avec le prince des Asturies.

On commençait à fixer les yeux, à la dérobée, sur cet héritier du trône. La santé de Charles IV déclinait, à plusieurs reprises des rumeurs alarmantes avaient circulé, le mépris qu'inspirait la Reine s'étalait avec moins de contrainte, la puissance du favori donnait plus d'ombrage; le patriotisme était fort ému des éventualités prochaines et il se préparait, inconsciemment, à secouer le joug qu'il portait avec résignation. A travers la puissance royale on avait respecté les ordres de son ministre, S. M. Catholique venant à disparaître, le prestige d'une fiction encore inviolée allait s'évanouir. C'est une force, peut-être la meilleure du principe monarchique, que cette soumission respectueuse à la voix de l'autorité même quand elle passe par une bouche indigne; les peuples ne s'abaissent pas dans cette déférence, et rien n'est plus glorieux pour le trône que l'idéal de droit et de justice où le placent des sujets aux heures de défaillance du souverain. Obéir à Henri IV, à Louis XIV chose facile, à un Richelieu, à un Mazarin chose naturelle; croire à la majesté royale quand elle se voile, à la fonction sacrée quand elle s'abaisse, voir la personnification sublime de la patrie dans un homme rempli de faiblesses, parfois de vices, c'est un acte de foi nationale que les peuples forte-

tement trempés peuvent seuls se permettre. Un mauvais roi fait songer au mauvais prêtre; il soulève l'indignation, et en même temps il donne à comprendre la grandeur du rôle qu'il trahit. Mais, malheur le jour où le voile du temple se déchire! — L'Espagne offrait ce spectacle, misérable par certains côtés, respectable et presque touchant par tant d'autres. De Charles IV on savait le caractère droit, les mœurs débonnaires, l'esprit simple. Éternel plastron de la comédie, ce personnage de mari trompé qu'il remplissait avec une si amère sottise, ici ne faisait plus sourire, on le plaignait plutôt, on l'innocentait presque trop, car enfin s'il ne voyait rien, c'est que son indifférence ne savait pas regarder.

Les nuages se formaient autour de la tête du prince de la Paix : il avait trompé le Roi, avili la Reine, abâtardi leur fils; — sa légèreté n'ayant pu éviter la guerre, devant le pays il portait la responsabilité de ses conséquences lamentables : ruine de la flotte, blocus des colonies, arrêt du commerce. Cette alliance française n'était-elle pas une honte? Une duperie certainement. C'était le propos des salons et de la rue. Les impôts s'alourdissaient; si le trésor était pauvre, le favori devenait riche. L'animosité des gens sans place le déchirait à belles dents; sa clientèle n'osait plus le défendre que par le silence.

Pour la seconde fois, l'orage montait. Il y avait deux ans, un éclair avait déchiré la nue, la foudre n'était pas tombée, mais dans le ciel, aujourd'hui, soufflait un vent de tempête. On se rappelait cet été de 1805 où des vexations officielles, des disgrâces avaient atteint des hommes considérables comme l'amiral Mazarredo et le chevalier d'Urquijo (1).

(1) Don José de *Mazarredo y Salazar* (1744-1814). Lieutenant général (1789). Amiral et capitaine général à Cadix; plus tard ministre de la marine du roi Joseph.

Don Mariano Luis d'*Urquijo*, ambassadeur auprès de la République

Quand des mesures de rigueur avaient frappé le duc de l'Infantado et exilé des personnes populaires à des titres divers : le duc de Villafranca, le comte de Miranda, le duc de Montemar, la comtesse de Montijo, on avait cherché les prétextes. De vagues raisons de complaisance ou d'attachement envers la princesse des Asturies (1). Aujourd'hui que la princesse est morte, le prince Ferdinand reste l'objet de semblables, de plus fortes animosités ; ses amis sont en butte aux persécutions : le prieur de Saint-Pascual vient d'être arrêté, ses papiers sont saisis, un sermon irrévérentieux est le motif allégué, mais tout bas on murmure qu'il a voulu ouvrir les yeux du Roi sur le généralissime (2), lequel poursuit, dit-on, un double plan pour capter coûte que coûte la succession royale. Aux deux reprises où la santé de Charles IV a paru en péril, le prince de la Paix, avec l'appui de la Reine, a proposé de créer une Régence provisoire pour suppléer le prince des Asturies inaccoutumé aux affaires ; deux fois le Conseil de Castille, secrètement consulté, a refusé l'examen d'un projet insolite (3). Alors le favori s'avise de lier à sa fortune, d'une manière plus captieuse, l'héritier du trône. Amant de la Reine, marié secrètement à Joséphine Tudo, il est encore en face de toute l'Espagne l'époux (bigame) de Marie-Thérèse de Vallabriga, fille légitime de don Luis de Bourbon, l'oncle propre de Charles IV. Cette princesse de la Paix très authentique a une sœur cadette : en la faisant épouser à Ferdinand, Godoy deviendrait le beau-frère du futur roi, et cette introduction intime dans la famille royale lui semble la meilleure protec-

batave. Ministre des affaires étrangères (1799). Secrétaire d'État du roi Joseph (1808). Réfugié en France (1814); mort en 1817.

(1) Beurnonville à Talleyrand, vol. 668, fol. 400 à 409.

(2) Juin 1807, vol. 671, fol. 361. Note confidentielle de Beauharnais envoyée par courrier spécial à Talleyrand.

(3) Un long *mémoire* manuscrit (vol. 673, fol. 177 à 192) rapporte toutes ces intrigues.

tion contre les vicissitudes prochaines d'un changement de règne. Mais ici Ferdinand se révolte, et un matin que le favori le harcèle d'insinuations comminatoires, le prince taciturne, ne se contenant plus, avec un éclat de voix qu'on entend de la chambre où repose Charles IV, jette au visage de son ennemi l'insulte suprême : « Je préférerais rester veuf toute ma vie ou me faire moine, plutôt que d'être le beau-frère de Manuel Godoy (1) ! »

Eh bien, cette sécurité d'avenir qu'il ne peut se garantir d'un seul coup, le prince de la Paix l'assurera en se mettant matériellement en main les moyens partiels de l'obtenir. Il prend la présidence du Conseil d'État, se fait nommer commandant et inspecteur de la maison militaire du Roi. Cette charge nouvelle devient la plus importante de toutes celles qu'il cumule; et quoique en apparence elle n'ait pas autant d'éclat que celle de général-amiral, elle comporte, par le fait, un genre de puissance plus absolu et plus direct en ce qu'elle rend, en quelque sorte, maître du Palais et qu'elle en subordonne la police intérieure à son commandement (2). Il tient à sa discrétion la compagnie des Hallebardiers. Son frère, don Diego, est fait grand d'Espagne et mis à la tête du régiment de la garde wallonne. Son ami le duc del Parque est nommé capitaine des Gardes du corps, à la place du marquis d'Albadid renvoyé dans ses terres; la maison du Roi est réformée, les quatre compagnies (Espagnole, Flamanche, Italienne, Américaine) réduites d'un tiers. Toute la Cour est dans l'agitation; toucher à cette vieille organisation semble un sacrilège : en fait Godoy a peur des Gardes du corps, et, voulant oublier qu'il sort de leurs rangs, il les décime. Il éloigne brusquement ceux qui lui portent

(1) Bulletin de Beauharnais à d'Hauterive, avec la mention « pour lui seul ». — 19 février 1807, vol. 671, fol. 121.

(2) Beauharnais à Talleyrand, 20 juin 1807, vol. 671, fol. 349.

ombrage (1); il entoure ses maîtres de ses créatures (2).

Les amis du prince des Asturies s'alarment, mais surtout se préparent; les voici très éveillés; le danger les touche de près. Disposés à faire cause commune, des gentilshommes fort évaporés et des gens graves, respectueux des droits de la couronne qu'ils sentent vaguement menacée, se concertent. Une crise est imminente. De plus en plus, deux partis se forment et chacun va travailler à mettre dans son jeu un atout qu'il estime précieux : l'ambassadeur de France.

## II

M. de Beauharnais se trouve flatté d'un rôle qu'on lui présente comme prépondérant, et il voit dans toutes ces intrigues le moyen fort inattendu d'en sortir cousin du roi d'Espagne. Car le prince des Asturies, également soucieux d'écarter les menées matrimoniales de Godoy et de conquérir les bonnes grâces de l'Empereur, s'avise de prendre femme en France. Il fait pressentir timidement M. de Beauharnais qui, dans un aplomb superbe, nomme aussitôt sa parente Mlle Tascher de la Pagerie, cousine de l'Impératrice (3).

(1) Beauharnais à Talleyrand, 20 juillet 1807, vol. 671, fol. 383. — Le comte de Bornos, gentilhomme de la chambre du prince des Asturies, est exilé; son ancien gouverneur, le duc de San Carlos, grand chambellan, est confiné à Pampelune.

(2) Le marquis de Moos, ancien ambassadeur à Naples, est fait grand maître de la maison du Roi; le duc de Sedavi, de la maison de la Reine.

(3) Les pourparlers ne furent pas directs; Escoïquitz en demeura l'instigateur et l'interlocuteur attitré; dans une dépêche du 5 novembre 1807 (vol. 672, fol. 255), M. de Beauharnais semble dire vrai : « Je n'ai vu Son Altesse Royale qu'aux jours de gala. » Mais il correspondait avec lui, cela résulte d'une lettre très postérieure de Beauharnais à Ferdinand VII écrite de Paris le 26 septembre 1817. — Archives de Alcalá de Henarès, *Estado*, 3102.

Son importance se gonfle de confidences secrètes, son caractère se plaît aux détails mystérieux. Le soir, il se glisse au *Retiro* pour aller trouver dans l'ombre l'homme influent du groupe des mécontents, un chanoine de Tolède, don Juan Escoïquitz (1). Cet ancien précepteur de Ferdinand a gardé toute la confiance de son élève à qui il donne des conseils énergiques, pour qui il prépare et corrige, comme des devoirs d'écolier, le brouillon des « actes » de sa prochaine puissance. Il entend se venger de Godoy qui l'a congédié. Pour Napoléon, son admiration est d'autant plus grande qu'il considère sa toute-puissance ; à cette fortune inouïe il voudrait attacher celle du prince des Asturies et le meilleur moyen lui paraît une alliance de son maître avec une « princesse » de la maison impériale. Est-il très bien éclairé sur les généalogies de Napoléon et de Joséphine ? Les Bonapartes et les Beauharnais, et par les Beauharnais les Taschers, jusqu'à quel point ne confond-il pas ces alliances et ces parentés ? Il est malaisé de le deviner au juste. L'ambassadeur lui cite une jeune fille parente de l'Impératrice, il en peut conclure qu'elle est parente aussi de l'Empereur ; cela suffit à son raisonnement et lui fait croire toucher le but. Quelles paroles exactes s'échangent dans leurs entretiens nocturnes ? On ne saura jamais qui le premier a fait l'ouverture et par quels préliminaires on est arrivé

(1) Don Juan de *Escoïquitz* (1762-1820), fils d'un général, fut élevé dans la maison des pages du Roi. Chanoine de la cathédrale de Saragosse. Précepteur du prince des Asturies ; renvoyé en disgrâce. Archidiacre de Tolède. Prend, en 1807, une part considérable aux affaires de son ancien élève qui lui témoigne une confiance absolue. Conseiller d'État pendant son règne nominal (mars 1808), il l'accompagne à Bayonne, à Valençay ; est interné à Bourges. Rentré en Espagne (1814) est nommé ministre d'État, mais n'a plus d'influence ; il est même exilé en Andalousie. — Il a publié (1816) un *Exposé des motifs qui ont engagé Ferdinand VII à se rendre à Bayonne en 1808* ; ce témoignage est capital. — Il s'occupait aussi de littérature et a traduit *les Nuits* d'Young, *le Paradis Perdu* de Milton et un roman de Pigault-Lebrun !